



Assemblée générale

Soixante-troisième session

Documents officiels

7^e séance plénière

Mercredi le 24 septembre 2008, à 9 heures
New York

Président : M. d'Escoto Brockmann. (Nicaragua)

*En l'absence du Président, M. Beck
(Îles Salomon), Vice-Président,
assume la présidence.*

La séance est ouverte à 9 h 10.

**Allocution de M. Mahinda Rajapaksa,
Président de la République socialiste
démocratique de Sri Lanka**

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du
Président de la République socialiste démocratique de
Sri Lanka.

*M. Mahinda Rajapaksa, Président de la
République socialiste démocratique de Sri Lanka,
est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au
nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de
souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations
Unies à S. E. M. Mahinda Rajapaksa, Président de la
République socialiste démocratique de Sri Lanka, et je
l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rajapaksa (*parle en singhalais et
tamoul; texte anglais fourni par la délégation*) : Sri
Lanka félicite le Président pour son élection à ce poste
prestigieux. Nous avons bon espoir que sa direction
permettra à l'Assemblée générale de progresser sur les
questions importantes que doit affronter l'humanité et
de rendre l'action et le rôle de l'Organisation des

Nations Unies plus pertinents pour les vies de milliards
de personnes.

Bien que ma langue maternelle soit le singhalais,
je voudrais faire quelques remarques en tamoul. Le
singhalais et le tamoul sont les deux langues du peuple
sri-lankais. Ils sont parlés depuis des siècles, couvrent
un riche corpus littéraire et sont largement utilisés dans
mon pays, où ils ont le statut de langue officielle.

Avec la progression de la démocratie dans notre
pays, les liens entre les populations singhalaise et
tamoule de Sri Lanka se feront plus solides et resteront
un atout majeur pour son développement futur. Nous
avancerons vers une liberté plus riche et l'unité durable
qui nous attend en tant que nation.

Le thème de notre débat – « Les incidences de la
crise alimentaire mondiale sur la pauvreté et la faim
dans le monde et la nécessité de démocratiser
l'Organisation des Nations Unies » – s'inscrit en effet
dans une vision à long terme. Il est axé sur l'un des
besoins de survie critiques de l'humanité ainsi que sur
l'un des besoins institutionnels clefs de l'organisation
mondiale. La crise alimentaire mondiale est devenue
d'une actualité effrayante et risque de prendre des
proportions encore plus dangereuses si nous échouons
à prendre collectivement des mesures d'urgence. De
même, une ONU moins démocratique courrait le risque
d'être moins efficace et moins crédible, tout en
donnant matière à de vives préoccupations quant à sa
légitimité.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Par l'intermédiaire d'une série de projets à incidence régionale, Sri Lanka contribuera à l'objectif de l'accroissement de la production alimentaire, du développement des investissements dans l'agriculture et de la recherche et du partage des technologies et des meilleures pratiques. C'est là une partie intégrante de l'autonomisation rurale qui est si essentielle au monde en développement, étant donné que la grande majorité de notre population vit à la campagne et subsiste grâce à l'agriculture. Garantir la sécurité alimentaire nécessiterait un renforcement et une revitalisation du secteur agricole. Cela suppose l'autonomisation des agriculteurs, petits et moyens, à la faveur d'une série de mesures. Il s'agit d'initiatives collectives capitales que nous devons tous prendre dans le système des Nations Unies. Sri Lanka voit dans l'autosuffisance la façon de surmonter la crise alimentaire et de renforcer les nations. Nous ne pouvons plus attendre des agriculteurs des pays en développement qu'ils produisent principalement pour les marchés à l'exportation.

Dans ce contexte, la mise en œuvre de filets de sécurité sociale efficaces reste une priorité pour rassurer et autonomiser la population. C'est pourquoi nous avons adopté des mesures de sécurité sociale, telles que les subventions pour les engrais et les pêcheries. Les conseils donnés par certains pays puissants et certaines organisations puissantes ne vont pas dans ce sens. Pourtant, il est nécessaire que nous ne tenions pas compte de tels conseils et que nous décidions de ce qui est le mieux pour la population innocente de nos pays.

En tant qu'actuel Président de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), j'ai l'honneur de déclarer qu'au récent sommet, nous avons dit notre détermination, en tant que région, à apporter notre propre contribution à la lutte contre la crise alimentaire et à redonner à notre région son rôle crucial historique dans la production alimentaire en en faisant à nouveau l'un des grands greniers du monde. Nous avons également décidé de créer et de mettre en œuvre immédiatement la Banque alimentaire de l'ASACR. Ce mécanisme, croyons-nous, aidera considérablement à assurer la sécurité tant alimentaire que nutritionnelle des populations d'Asie du Sud. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts mondiaux que nous avons entamés à Rome, en juin de cette année, pour contrer et atténuer les effets de la crise alimentaire.

Nous devons également trouver des solutions à la crise énergétique qui soient à la fois équitables et

pragmatiques. Les sources d'énergie doivent être diversifiées grâce à la mise au point de technologies avancées, plus propres, plus efficaces et rentables pour les carburants fossiles comme pour les énergies renouvelables. Il nous faut travailler à la conservation de l'énergie et accepter la réalité de la dépendance à l'égard des carburants fossiles pour beaucoup plus longtemps.

Tout aussi évident est l'impératif de transférer les nouvelles technologies vers les pays en développement. Dans notre propre région, nous utiliserons de plus en plus de scientifiques talentueux pour produire nos propres technologies, en tirant le meilleur parti des ressources naturelles, du soleil, du vent et de l'océan, que nous avons en abondance, débarrassés des restrictions du marché. Les besoins de l'humanité ne peuvent plus être laissés à la merci de marchés spéculatifs ou captifs.

À cette fin, Sri Lanka est d'avis que l'ONU et ses institutions doivent prendre l'initiative d'élaborer un cadre de coopération internationale. Nous exhortons à la prudence dans la hâte à utiliser des biocarburants pour briser notre dépendance à l'égard des carburants fossiles. On a déjà vu que la ruée vers les biocarburants contribue à la hausse des prix alimentaires. La politique de Sri Lanka consiste à dire qu'aucune terre arable ne devrait être détournée ou utilisée pour produire des biocarburants, si profitable que cela puisse être à court terme. Sri Lanka a été bien inspiré d'agir avec courage et clairvoyance, ces trois dernières années, résistant à bien des pressions et ne plongeant donc pas notre population dans la faim ou la famine.

En ce qui concerne les changements climatiques, les dirigeants de l'ASACR ont réaffirmé qu'il fallait, au sein d'un cadre régional élargi, redoubler d'efforts pour assurer la protection et la conservation de l'environnement ainsi que la justice. Nous avons souligné le fait que nous devrions contribuer à rétablir l'harmonie avec la nature, une notion qui fait partie du patrimoine de l'Asie du Sud. Nous, les êtres humains, nous sommes trop intervenus dans la nature et depuis trop longtemps. Nous devons accepter le fait que les dangers associés aux changements climatiques sont le fait de l'homme et que les écarter appelle également l'intervention de l'homme.

Depuis que la Charte des Nations Unies a proclamé la volonté de préserver les générations futures du fléau de la guerre, la grande menace d'une guerre intercontinentale semble, quant à elle, avoir

reculé. Toutefois, la juste lutte des Palestiniens pour obtenir leur propre État perdure.

Aujourd'hui les Nations Unies et leurs peuples sont confrontés à la menace, qui se propage rapidement, du terrorisme, lequel se manifeste sous différentes formes en Asie, en Afrique et en Amérique latine. L'ONU a la lourde responsabilité de préserver les générations présentes et futures de cette menace nouvelle et permanente. Nous n'avons que trop débattu; il est temps d'entreprendre une action résolue à cet égard.

Comme de nombreux autres pays, Sri Lanka n'a pas été épargné par cette menace mondiale. Exploitant ce qui est perçu comme des revendications ethniques qui peuvent et doivent être satisfaites par des moyens politiques, un groupe terroriste bien organisé, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul, se livre à des actes de terrorisme flagrants et brutaux, notamment des attentats-suicide à la bombe, pour tenter d'obtenir le moyen de faire pression sur les négociations ainsi que la reconnaissance et la légitimité politiques.

Je déplore les pertes en vies humaines et les dommages causés par la récente attaque terroriste survenue au Pakistan.

Notre gouvernement a toujours été disposé à s'attaquer aux causes de ces problèmes et à appliquer véritablement des solutions politiques et constitutionnelles pour répondre aux aspirations et respecter les droits de toutes les communautés. Mais ce que le Gouvernement ne peut et ne saurait faire, c'est laisser un groupe terroriste illégal et armé, à savoir les Tigres de libération de l'Eelam tamoul, prendre une fraction de notre population, une partie de la communauté tamoule, en otage de cette terre dans le nord de Sri Lanka et priver ces personnes de leurs droits démocratiques d'avoir une opinion différente et des élections libres. Nos actions passées l'ont prouvé.

Le Gouvernement a donc indiqué qu'il allait appliquer une police de dialogue et de pourparlers avec les dirigeants démocratiques de la communauté tamoule, un peuple qui pendant des siècles a vécu en harmonie avec les autres Sri-Lankais. Aujourd'hui, des dirigeants tamouls occupent des postes ministériels à responsabilités au sein de mon gouvernement. Un ancien Procureur général de ce qui était alors Ceylan, Sir Ponnambalam Ramanathan, politicien tamoul très apprécié, a déclaré, lors d'une réunion publique à Colombo en septembre 1984, ce qui suit : « J'ai visité de nombreux pays du monde. Mais nulle part ailleurs,

je n'ai rencontré de race aussi chaleureuse que celle des cinghalais, dont les valeurs morales sont également très élevées ». Telle était l'harmonie qui régnait entre les tamouls et les cinghalais. Mais un groupe malveillant est venu tout bouleverser.

Depuis plus de 25 ans, tous les gouvernements sri-lankais successifs se sont employés à régler le problème, y compris grâce à une médiation norvégienne et à des coprésidents issus de la communauté internationale chargés de superviser un soi-disant processus de paix, qui n'a recueilli que le mépris des terroristes. Chaque fois que des pourparlers ont eu lieu pour tenter d'obtenir la paix, les terroristes des Tigres de libération de l'Eelam tamoul ont quitté la table sous les prétextes les plus futiles et ont repris le chemin du pire terrorisme qui soit, prenant aveuglément pour cible des civils innocents.

Notre gouvernement ne sera disposé à dialoguer avec ce groupe armé illégal que lorsque celui-ci sera prêt à s'engager à renoncer à ses armes illicites, à démanteler sa force militaire et à retrouver le chemin de la démocratie. Le Gouvernement a également indiqué clairement qu'en tant qu'autorité élue il ne permettrait pas que soit mise en péril l'intégrité territoriale de Sri Lanka, État Membre souverain de l'ONU, ni que son territoire soit divisé. Notre message sur ce point est très clair.

L'objectif du Gouvernement est de permettre à la population de bénéficier des fruits des processus démocratiques et d'accélérer les activités de développement dans les zones où il y a une forte présence des terroristes. Cette approche serait en quelque sorte similaire au développement économique accéléré qui a lieu dans la province orientale de Sri Lanka, où d'anciens terroristes sont désormais des membres démocratiquement élus des Conseils de province, et où un ancien enfant-soldat enrôlé par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul a été élu Ministre principal après avoir tourné le dos au terrorisme et choisi la démocratie.

Il faut noter que le rétablissement de la démocratie dans l'est de Sri Lanka a été obtenu moins d'un an après que cette région ait été libérée des griffes du terrorisme.

Notre gouvernement a aussi, à sa demande, bénéficié de la coopération de l'ONU, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et d'autres institutions, qui nous ont aidés à fournir une assistance humanitaire aux personnes déplacées et aux autres

civils touchés. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour les personnes déplacées à l'intérieur d'un territoire, qui s'est rendu à Sri Lanka il y a quelques années, a, à cette occasion déclaré :

« La situation de Sri Lanka a ceci d'inhabituel qu'un gouvernement central vient en aide à des personnes sur lesquelles le principal groupe d'opposition exerce son autorité. Dans un monde où abondent les exemples de gouvernements et de groupes rebelles qui utilisent les vivres comme arme contre des populations civiles, la situation à Sri Lanka mérite une attention accrue, pour ne pas dire une publicité accrue, car elle crée un précédent important. » (*E/CN.4/1994/44/Add.1, par. 67*).

Le Gouvernement sri-lankais poursuit cette politique humanitaire encore à ce jour, même si nous savons que les terroristes saisissent une partie non négligeable des fournitures humanitaires. Celles-ci ne se limitent pas aux denrées alimentaires, elles comportent également des médicaments et tous les autres produits indispensables, ainsi que des écoles et des hôpitaux, dotés d'enseignants, de médecins, d'infirmières et d'autres personnels essentiels. Et ce n'est pas tout, le Gouvernement achète également le riz brut et d'autres denrées alimentaires produits dans ces régions. Je ne crois pas qu'il existe un autre pays dans le monde où le gouvernement fournisse une telle assistance humanitaire aux terroristes qui l'attaquent. Mais notre gouvernement considère que la fourniture de secours humanitaires à sa population est sa principale responsabilité.

La situation complexe qui prévaut à Sri Lanka doit être abordée et réglée dans le cadre d'un processus approprié mêlant des lois dissuasives, des actions de maintien de l'ordre et de patients efforts politiques en vue de l'élaboration d'un consensus. Nous avons réussi la tâche difficile mais essentielle de consolider la paix dans la province orientale et avons bon espoir que cela sera également possible dans le nord.

Cette session de l'Assemblée est une bonne occasion de faire le bilan des progrès accomplis partout dans le monde dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Mais nous sommes au regret de noter que la plupart d'entre eux sont en retard. Le ralentissement de la croissance économique mondiale, les perturbations des marchés financiers et la spéculation, la flambée des prix des denrées alimentaires et du carburant et les effets des

changements climatiques constituent des obstacles évidents. Par ailleurs, les sanctions imposées aux dirigeants de certains pays du fait de leur rôle politique à la suite de protestations ciblées, en fait, des innocents.

La menace qui ne cesse de croître du terrorisme international, et les activités connexes telles que la contrebande d'armes illégales, la traite des personnes, le trafic des stupéfiants, le blanchiment d'argent, et les empires commerciaux dirigés par des groupes terroristes sapent les fondements de l'humanité et de la civilisation. Il semble que les mesures que nous avons prises pour éliminer ces activités illégales n'aient pas porté leurs fruits, ce qui ne fait que compliquer davantage l'ensemble des efforts déployés aux niveaux national et international pour avancer dans la réalisation des OMD. Le terrorisme, comme je l'ai souligné à plusieurs reprises, de par sa nature même, réduit encore nos réalisations, toutes modestes soient-elles.

Une autre menace du même ordre risque de dévorer nos enfants, l'atout le plus précieux de toute nation. C'est l'insécurité du cyberspace qui a non seulement contribué à corrompre l'esprit de nos enfants, mais les expose aussi à des prédateurs tels que les pédophiles, les trafiquants de drogue et à des sites pornographiques. Sri Lanka a interdit les sites pornographiques et autres sites nocifs accessibles par l'Internet. Nous contrôlons et limitons également l'utilisation des téléphones mobiles pour ce genre d'activités nuisibles. C'est une question importante sur laquelle les dirigeants du monde devraient porter leur attention.

Il importe que des actions urgentes et collectives soient entreprises à court et à long termes pour endiguer ces tendances négatives. Seules des actions déterminées et concertées permettront d'avancer sur la voie de la réalisation des objectifs de développement convenus, y compris les OMD, et de contrer les éléments décidés à annuler les acquis réalisés.

En tant que Membres de l'ONU, nous devons nous engager sans réserve à aller de l'avant, à partir de limitations que n'envisageaient pas les fondateurs de cette grande institution de l'humanité. Si nous ne le faisons pas maintenant, les générations futures nous maudiront.

Je voudrais clore ma déclaration en citant une strophe du Dhammapada, des paroles de l'« Illuminé » :

« La victoire engendre la haine,
Les vaincus vivent dans la douleur.
Les calmes vivent dans le bonheur,
Faisant fi de la victoire et de la défaite. »

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Mahinda Rajapaksa, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Victor Yushchenko, Président de l'Ukraine

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de M. Victor Yushchenko, Président de l'Ukraine.

M. Victor Yushchenko, Président de l'Ukraine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à M. Victor Yushchenko, Président de l'Ukraine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président Yushchenko (*parle en ukrainien; texte anglais fourni par la délégation*) : C'est pour moi un grand honneur que de m'adresser à la communauté mondiale, à savoir l'Organisation des Nations Unies et son principal organe représentatif, l'Assemblée générale.

Comme tous les autres États Membres, je remercie le représentant macédonien, M. Srgjan Kerim, pour le travail efficace qu'il a réalisé en tant que Président de la dernière session de l'Assemblée.

Je félicite M. Miguel d'Escoto Brockmann du Nicaragua pour son élection à la présidence de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale. Je lui adresse tous mes vœux de succès en cette période critique.

Je suis convaincu que nous partageons le même sentiment. Il y en a assez des paroles vides et des débats d'ordre général. Un vent glacé souffle sur les relations internationales qui complique et atténue nos responsabilités mutuelles. La différence de température et de pression provoque un ouragan. Les changements

atmosphériques de la politique mondiale ont des effets comparables.

La grande illusion du pouvoir est aujourd'hui le comble de la faiblesse et le grand véhicule d'idéaux et de forces formatrices. Le défi principal auquel nous sommes confrontés tient au non respect et à l'affaiblissement des normes du droit international et des affaires étrangères.

Nous constatons une tendance à la destruction du système mondial, dont la pierre angulaire est une volonté internationale inébranlable et le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et des frontières établies des États.

L'Ukraine a le droit de prononcer de telles paroles. Nous avons été l'un des pays fondateurs de l'ONU et l'un des coauteurs de sa Charte.

Nous sommes une nation qui a subi des épreuves dévastatrices et qui a recouvré son indépendance par des voies légitimes et reconnues. Il y a dans cette salle les représentants de dizaines d'États qui ont connu le même sort que le nôtre.

Les derniers événements survenus dans le Caucase nous préoccupent au plus haut point. Je compatis au drame qu'ont subi tous les êtres humains et toutes les familles, quelle que soit leur race ou leur allégeance – Géorgiens, Ossètes et Russes. La souffrance ne fait pas de discrimination. Chaque personne a une dignité et a la capacité de reconnaître la vérité, l'hypocrisie, l'agression délibérée, la manipulation de l'opinion publique et le soutien sincère du séparatisme.

L'Ukraine condamne tous les actes d'agression et le recours à la force qui ont eu lieu dans la région. L'Ukraine dénonce vigoureusement la violation de l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières géorgiennes, et l'annexion armée de son territoire.

L'Ukraine ne reconnaît pas l'indépendance des républiques autoproclamées d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. L'Ukraine ne reconnaît pas, et condamne, la tentative illégitime et séparatiste d'affirmer que ces territoires sont des États. Cette position est de la plus haute importance pour la politique étrangère ukrainienne.

La déviation des principes de l'ONU, comme l'emploi de la force, et le retour d'une rhétorique de guerre froide nous inquiètent profondément. Ces phénomènes créent une menace potentielle non

seulement pour l'Ukraine mais pour d'autres pays de la région.

Le problème ne peut pas être résolu par l'isolement, le repli sur soi ou des accusations réciproques. Il n'y a qu'une seule solution. Avec une bonne volonté commune nous sommes à même de consolider nos valeurs et les objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration du Millénaire.

En assumant toute la responsabilité pour la paix et la sécurité, nous devons mettre fin aux troubles créés par des esprits séparatistes, troubles qui peuvent se retourner contre les instigateurs eux-mêmes. Il faut absolument rejeter le vocabulaire du chantage et des menaces. L'Ukraine rejette la pression sous toutes ses formes que ce soit pour garantir sa propre sécurité ou pour déterminer son appartenance à des structures collectives de sécurité. De telles tentatives d'infractions sont inconséquentes et contre-productives.

Nous en appelons au renforcement du rôle du Conseil de sécurité, le seul organe qui ait une autorité exclusive sur les questions de paix et de sécurité mondiales. Il faut que ses décisions soient justes et ses actions efficaces.

L'Ukraine appuie tous les efforts visant au règlement pacifique et au déblocage de la situation dans le sud du Caucase, et participera pleinement à ce processus. Nous continuerons nos activités de maintien de la paix fermement et vigoureusement, et nous participerons au règlement des conflits prolongés sur la base du respect des principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'inviolabilité des frontières, des droits de l'homme, des libertés et de la dignité.

Le monde attend une riposte confiante et positive de la part des Nations Unies. Le monde a besoin d'un regain de confiance dans nos efforts collectifs et d'une adhésion stricte aux normes de droit international et à l'ONU.

Notre programme d'action national s'accorde avec les grands défis auxquels est confrontée la communauté internationale. En sa qualité de pays qui possède le meilleur terreau au monde, l'Ukraine va contribuer de manière concrète à la tâche collective qui est de régler la crise alimentaire mondiale.

Nous prévoyons de réunir tous les efforts possibles pour élaborer une politique énergétique efficace et juste. Les principes qui doivent être mis en

œuvre sont le bénéfice mutuel, le respect continu des obligations et l'inadmissibilité des pressions énergétiques.

Nous réitérons notre appel pour une coopération mondiale plus active dans le domaine de l'environnement. L'Ukraine propose une initiative visant à élaborer un accord cadre contraignant – une Constitution écologique mondiale – et à établir un système unique pour la protection de l'écologie et de l'environnement, avec une autorité et des mécanismes pertinents au sein de l'ONU.

Nous prévoyons de réactiver les efforts dans la lutte contre le VIH/sida et autres maladies dangereuses. Ce problème est on ne peut plus d'actualité pour l'Ukraine.

Il ne fait aucun doute que l'Ukraine continuera à avoir l'œil sur l'ensemble des tâches et des défis communs, des problèmes de pauvreté au trafic des êtres humains, au terrorisme international et la prolifération des armes de destruction massive.

Notre ligne de conduite est claire. Notre politique est basée sur des valeurs démocratiques, un dialogue ouvert avec tous les partenaires de cultures différentes, et le respect inconditionnel des droits de l'homme fondamentaux. J'ai l'honneur de demander à la communauté internationale de faire preuve de solidarité.

Cette année l'Ukraine fêtera le soixante-quinzième anniversaire de la Grande famine – l'Holodomor, qui a décimé environ 10 millions de nos compatriotes. Notre intention n'est dirigée contre aucun peuple ou aucun État. Nous ne voulons ni minimiser ni exagérer notre peine. La faim en Ukraine a été suivie d'un génocide et de l'élimination totale de l'élite nationale, des autorités publiques et des prêtres. L'objectif était de dominer une nation de millions d'habitants, parce que d'après le régime, il y avait trop de personnes à déplacer en Sibérie.

Il est important que nos démarches encouragent d'autres pays de l'ancienne Union soviétique à trouver la vérité. Nous partageons la peine de toutes les personnes touchées – les Russes, les Bélarussiens, les Kazakhs et des dizaines d'autres nations. Nous proposons une commémoration commune de chaque tragédie nationale et aucune tolérance pour de nouvelles tentatives de créer une auréole héroïque autour de Staline et son régime. Nous avons des exemples inestimables de compréhension réciproque

avec la Pologne, la Hongrie et d'autres États. Les souvenirs honnêtes et sincères du passé ne nous ont pas séparés mais unis. Nous souhaitons que les victimes de l'Holodomor et d'autres crimes des régimes totalitaires empêchent le monde de répéter de telles catastrophes.

Je crois en notre capacité de relever efficacement tous les défis auxquels le monde est confronté. L'Ukraine est déterminée à y contribuer. Nous agirons en partenaires dévoués. Nous avons la situation en mains. Je crois en notre pouvoir, en notre volonté et en notre sagesse.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de l'Ukraine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Victor Yushchenko, Président de l'Ukraine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le Président assume la présidence.

Allocution de M. Fernando Lugo Méndez, Président de la République du Paraguay

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Paraguay.

M. Fernando Lugo Méndez, Président de la République du Paraguay, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies à S. E. M. Fernando Lugo Méndez, Président de la République du Paraguay, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Lugo Méndez (*parle en espagnol*) : Au nom de la nation paraguayenne, je tiens à vous adresser, Monsieur le Président, mes félicitations les plus sincères pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session. Je vous souhaite plein succès.

Dans cette enceinte, les puissances du monde écrivent tous les ans une histoire qui doit transcender la grande rhétorique politique et devenir un outil au service de la poésie qui exprimera l'élimination de la faim, l'adhésion au principe de l'équité entre les nations et l'édification d'un monde meilleur pour tous et toutes. Je ne doute pas qu'un jour ces structures gigantesques qui furent créées pour éviter la guerre s'emploient de plus en plus à trouver du pain et

éliminer la faim et la malnutrition dans le monde et à empêcher que des populations entières soient décimées par des maladies ou des violences de toutes sortes.

Après 61 ans d'un régime de parti unique et pour la première fois dans l'histoire politique de mon pays, un parti remet le pouvoir par les urnes, comme le veut le code démocratique. Le Paraguay profite aussi du vent de changement démocratique qui souffle dans la région. Le nouveau gouvernement que je représente constitue une réponse claire aux nombreuses demandes exprimées et occasions perdues ces dernières décennies. Les citoyens ont voté cette année pour une plus grande justice sociale, pour le ralentissement de la destruction massive de l'environnement, pour la lutte contre la corruption, l'économie souterraine et les pouvoirs discrétionnaires d'un État faible et opportuniste, qui a reporté durant des années l'établissement d'une stratégie de développement durable et non exclusive.

Cette nouvelle administration marque le terme d'une transition démocratique de 19 ans. Elle arrive pour lancer la réforme de l'État et de l'économie, et inciter les citoyens à participer à la prise de décisions politiques. Pour nous, la stabilité politique et économique n'est pas plus importante que la stabilité sociale. C'est pourquoi nous nous appliquons à mettre en œuvre des politiques sociales destinées à combattre l'extrême pauvreté. On ne peut envisager un développement durable lorsque le marché et l'État refusent de donner leur chance aux plus faibles, pas plus qu'on ne peut soutenir la démocratie en privant la grande majorité des bienfaits économiques. C'est pourquoi nous croyons à la croissance économique, mais assortie de l'équité sociale, et à la responsabilité environnementale. Ce sont les axes centraux de nos politiques publiques.

Le Paraguay ouvre la porte à de nouvelles possibilités pour le monde. Il y a deux semaines, avant la fin de notre premier mois de gouvernement, nous avons lancé une guerre sans merci contre l'illégalité dans la gestion gouvernementale. Les mafias, qui négociaient avec les pouvoirs publics leurs revenus faramineux et honteux, traversent la pire période de leur existence au Paraguay. Nous n'excluons pas qu'aujourd'hui, privées des gains scandaleux qui faisaient naître des millionnaires du jour au lendemain, elles cherchent à s'accrocher et tentent de déstabiliser encore la politique et l'économie. À celles qui subsistent dans la politique paraguayenne, nourries par une vision fasciste et clientéliste, ce gouvernement

répond sereinement mais fermement : intolérance totale envers toute tentative antidémocratique et porte fermée au chantage, pour ceux qui tenteraient encore de raviver des modèles dépassés d'accès au pouvoir.

Le nouveau gouvernement, en place depuis le 15 août 2008, a été l'acteur majeur d'une manifestation historique de solidarité entre les peuples démocratiques d'Amérique latine en réagissant rapidement pour défendre des gouvernements élus démocratiquement, comme ce fut le cas pour notre sœur la République de Bolivie, dans le contexte de l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR). Nous remercions en outre de leur appui les pays frères qui, face à un risque d'instabilité, ont exprimé leur préoccupation et leur solidarité avec le processus en cours au Paraguay.

Une chose est claire : la forme unique des relations économiques fondées sur les mécanismes du marché, qui a été vendue à l'Amérique latine, la spéculation financière des années 80, qui a endetté notre continent, et l'affaiblissement du rôle de l'État, qui a augmenté la proportion de pauvres, sont des mécanismes trompeurs qui nous ont été imposés et qui ont entraîné des coûts sociaux élevés pour nos peuples.

Aujourd'hui, une nouvelle crise financière se produit dans les économies développées. Elle est le fruit d'une spéculation immorale qui affecte également le bien-être de la population. Cette spéculation est générée par le seul appât du gain, qui entraîne la privatisation des bénéfices et la socialisation des coûts des économies de marché non réglementées.

Le Paraguay est favorable au renforcement de l'Assemblée générale et à la restauration des fonctions et attributions que lui confère la Charte des Nations Unies. En tant qu'organe le plus représentatif de l'Organisation, l'Assemblée doit devenir un véritable parlement du monde, où les grandes questions qui touchent l'humanité puissent être débattues et ne soient pas accaparées par d'autres organes où les décisions adoptées ne concernent qu'un petit nombre de pays, qui, souvent, ne tiennent pas compte de l'opinion de la majorité des membres.

Le Paraguay estime que les problèmes causés par les changements climatiques exigent une réponse mondiale à court et à long terme qui tienne compte des dernières avancées scientifiques et dont la mise en œuvre soit compatible avec le développement économique et social de chacun des pays touchés. Des pays à économie en développement qui souffrent, en

particulier, de vulnérabilité et d'isolement pour ce qui est de leur intégration dans le marché mondialisé.

Paradoxalement, ce sont les plus pauvres qui subissent le plus les conséquences des changements climatiques, alors qu'ils en sont les moins responsables. Du point de vue des responsabilités, nous constatons fréquemment l'ironie de formules qui imposent des mesures de préservation dans des régions du monde déjà accablées par la pauvreté et l'exclusion. Dans le même temps, on observe une indifférence constante et un manque d'autocritique dans les sphères politiques où se décide le sort du monde. C'est précisément là que naissent les grands phénomènes industriels et de consommation qui dessinent les contours d'une société qui s'obstine, à cause de l'irresponsabilité de ses dirigeants, à épuiser ses ressources et à détruire son paysage, ses rêves et sa vie.

C'est pourquoi, le Paraguay demande instamment qu'il soit reconnu que les pays ont des responsabilités communes mais différenciées. Il souligne la nécessité pour tous les membres de la communauté internationale de concrétiser leurs engagements. La même réflexion doit prévaloir pour déterminer les responsabilités politiques et économiques dans la dégradation de la planète, foyer irremplaçable de l'humanité.

Nous sommes autant préoccupés par les causes structurelles et immédiates de la pauvreté que par la situation des peuples autochtones. Ils sont non seulement pauvres et exclus, mais ils ne sont en outre pas parvenus dans de nombreuses régions du continent à s'intégrer dans la société à un niveau qui leur permette de participer aux processus décisionnels. Dans de nombreux cas, ceux qui appellent à l'intégration dans leurs discours sont les mêmes que ceux qui font preuve d'intolérance lorsque nos frères autochtones assument des rôles politiques de dirigeants.

Les nations autochtones d'Amérique latine ne sont pas les architectes de notre continent depuis des millénaires, mais elles offrent un très fort potentiel d'action politique, que nous devons respecter, promouvoir et intégrer, car ne pas le faire reviendrait à porter une atteinte intolérable à notre propre civilisation. L'Amérique doit prendre conscience de cette réalité.

Il faut rendre des comptes sur la dette ancienne, qui a commencé à s'accumuler dans les cales immondes des navires esclavagistes et que continue

d'alimenter chaque geste de mépris devant toute tentative des autochtones pour faire entendre leur voix, leur vote, et faire connaître leurs rêves ou leurs projets concernant la terre qui fut la leur à une époque. La reconnaissance des peuples autochtones, en tant que participants aux processus politiques et participatifs de l'État, demeure une question non résolue et une triste manifestation d'intolérance dans de nombreuses régions.

Au Paraguay, nous avons entamé un processus de transparence sans précédent. Les moyens de communication jouent un rôle fondamental dans ce processus. Ils ont activement contribué à la lutte contre la corruption au Paraguay et aujourd'hui, en remettant en question notre gestion, ils collaborent à un niveau de qualité élevé à la création d'une autocritique permanente. Alors que nous garantissons un appui sans restrictions à une direction éclairée en matière de journalisme, à la libre expression et au droit d'accès à l'information, nous cherchons à offrir de meilleures perspectives dans les domaines des moyens d'information et d'éducation qui ont toujours été réprimés ou relégués au second plan dans notre pays.

Nous devons œuvrer à l'édification d'un monde plus juste sur le plan social. L'heure est venue d'aller au-delà de la rhétorique qui ne débouche sur aucun progrès véritable dans la lutte contre la misère et l'exclusion. Les instances internationales de réflexion et de débats génèrent des tensions et courent le risque de perdre toute crédibilité si elles ne débouchent pas sur des actions qui redonnent le sourire aux jeunes sans emploi et sans avenir. Il est triste de voir des émigrants errer dans un exode biblique perpétuel, des femmes reléguées au deuxième plan par une culture et une civilisation incapables de leur redonner leur dignité humaine originelle, source de vie, d'affection, de créativité et de courage pour changer le monde.

Nous devons insister sur la question de la sécurité alimentaire non seulement en garantissant un espace et des moyens de production autogérée, mais en mettant également l'accent sur ses dimensions culturelle, souveraine et identitaire. Nous lançons un appel à une assistance internationale accrue, meilleure et plus opportune à la production agricole afin d'assurer une production alimentaire croissante sans détruire l'environnement et en évitant la flambée actuelle des prix des denrées alimentaires. Ces coûts punissent enfin de compte essentiellement les groupes les plus vulnérables. Au niveau mondial, nous lançons un appel aux nations dirigeant les projets agricoles mondiaux

pour qu'elles reconnaissent les difficultés rencontrées par les petits producteurs locaux qui sont souvent broyés par les nouveaux modèles qu'on leur impose avec arrogance.

La question des pays en développement sans littoral occupe une place fondamentale dans la politique étrangère du Paraguay. Les asymétries et les désavantages que cette situation géographique a causés et continue à causer ne seront compensés que s'ils font l'objet d'une reconnaissance internationale et si ces pays bénéficient d'un traitement spécial et différencié au sein d'un monde globalisé.

Le Paraguay considère que le prochain examen à mi-parcours du programme d'action d'Almaty est de la plus haute importance, car il donnera l'occasion de consolider les résultats obtenus à ce jour et de s'assurer d'un plus grand engagement de la part des organisations internationales et des pays les plus développés. Ceci doit se faire dans le cadre d'une action concertée pour aider les pays en développement sans littoral à surmonter leurs limitations.

Les grands barrages d'Itaipu, qu'il partage avec le Brésil, et d'Ysireta, qu'il partage avec l'Argentine, fournissent au Paraguay une énergie électrique abondante et disponible. Notre Gouvernement est déterminé à accorder la priorité aux ressources renouvelables pour garantir le développement économique et social du pays, afin de compléter les efforts visant à créer de meilleures sources d'emploi, accroître la production et réduire la pauvreté. Nous avons établi un dialogue de plus en plus étroit avec nos pays frères avec lesquels nous partageons ces centrales électriques afin que les bénéfices engrangés permettent de réparer les dettes sociales, qui méritent toute notre attention et deviennent de véritables facteurs de croissance économique.

Compte tenu de la prochaine révision du processus de financement du développement, qui se tiendra à Doha à la fin de l'année, le Paraguay exhorte la communauté internationale à mobiliser ses ressources externes afin de fournir un appui décisif au développement des petites économies. Cela devient une priorité tant pour les institutions financières internationales que pour les économies développées. Nous nous rallions à l'appel tendant à ce que le commerce international équitable devienne réellement un moteur du développement.

Nombre de nos pays ont des citoyens dans différentes régions du monde. À l'instar des

Européens, qui sont arrivés au siècle passé en Amérique, aujourd'hui, beaucoup d'amis et de familles de nos régions partent pour l'Europe et l'Amérique du Nord à la recherche de meilleures perspectives. Nous faisons appel aux sentiments humanitaires et fraternels et au sens de l'hospitalité, – sentiments dont nous avons fait preuve autrefois sur notre continent en partageant nos maigres ressources – des nations qui accueillent aujourd'hui nos migrants, qui rêvent d'avoir un travail et de jouir du droit à une vie digne loin de chez eux. La dimension humaine de cette tragédie mérite que l'on entame un dialogue franc avec les pays d'accueil afin de trouver une solution à ce nouveau drame de la mondialisation.

La République du Paraguay est d'avis que, même s'il est vrai que l'on a progressé vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, l'on ne peut nier la persistance d'inégalités dans le monde développé. Des millions de personnes continuent de vivre dans l'extrême pauvreté, une situation aggravée par la brusque augmentation des prix des denrées alimentaires et du combustible et par les conséquences des changements climatiques.

Afin de réaliser ces objectifs d'ici à 2015, nous encourageons les gouvernements, les organisations de la société civile et le secteur privé à renforcer leurs efforts conjoints, dans le cadre d'une alliance mondiale pour un développement plus solide et efficace, en augmentant l'aide publique au développement, en particulier en faveur des économies les plus vulnérables.

Nous ne pouvons oublier les millions d'êtres humains qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté dans le monde. En Amérique latine, la pauvreté touche 44 % de la population. Au Paraguay, 35,6 % des citoyens souffrent de ce fléau, et près de 20 % de ces derniers vivent au-dessous du seuil de l'extrême pauvreté. À l'heure actuelle, 4 sur 100 enfants paraguayens sont frappés de malnutrition. Cette situation est inacceptable et exige un changement radical d'approche dans la lutte contre cette situation. Les moins favorisés, ceux qui demeurent en marge du développement, sont nos mandants et alléger leur souffrance doit être notre priorité.

Le Paraguay a, aujourd'hui plus que jamais, besoin de la coopération internationale pour atteindre ses objectifs socioéconomiques prioritaires, établir et renforcer ses institutions et accorder une attention préférentielle aux secteurs les plus pauvres du pays.

Nous espérons que l'ouverture des pays en développement favorisera ceux qui sont le plus laissés pour compte et qu'on ne leur appliquera pas les mêmes restrictions que celles qui sont exigées des économies plus développées dans le cadre de leur propre développement.

Nous sommes d'avis qu'il s'agit là d'un instrument indispensable au renforcement des pays en développement. C'est la raison pour laquelle le Paraguay a signé l'acte constitutif de la Banque du Sud et qu'il continuera de plaider en faveur de sa consolidation, afin qu'elle puisse atteindre ses objectifs : financer le développement économique et social, stable et équilibré, des États parties, promouvoir la stabilité macroéconomique, renforcer l'intégration pour asseoir l'autonomie financière et régionale. Toutefois, cela ne signifie pas que l'on puisse se passer de l'appui et des ressources fournies par les pays plus développés dans le cadre de la coopération, car ces deux modes de coopération sont complémentaires aux fins du développement.

Le Paraguay considère que la communauté internationale devra veiller à ce que la mobilisation de ressources extérieures devienne une priorité pour les organismes financiers internationaux et les économies développées. Pour ce faire, il faudrait faire en sorte de relever le niveau de l'aide publique au développement, qui diminue de manière préoccupante depuis quelques années.

Le terrorisme doit être éradiqué de la surface de la terre. Il n'existe rien de plus étranger à la civilisation que le terrorisme érigé en métier : le terrorisme qui fait mourir les enfants de faim, le terrorisme des armes, où que ce soit, le terrorisme qui touche les enfants de mon pays qui meurent à cause des agrototoxiques, le terrorisme qui a tué nos frères dans les tours jumelles et qui continuera de tuer tant que la guerre demeurera une activité rentable pour une poignée de personnes, et que le fanatisme continuera d'obscurcir nos cœurs.

Je le sais, on ne parle pas fréquemment d'amour dans les discours politiques, mais il n'existe pas d'autre moyen de reconstruire le monde meurtri par la haine. N'oublions pas ceux qui ont, pour diverses raisons physiques ou mentales, des capacités spéciales. Ce sont nos chers frères, dans un monde qui, bien souvent, exclut ceux qui ne peuvent pas rivaliser avec les autres par la force physique ou la pensée. Établissons les conditions qui leur permettent de partager notre vie quotidienne sans ressentir dans leur

cœur le poids de l'exclusion ou de l'indifférence; que les efforts que nous déployons en faveur de ce secteur de la population ne soient pas extraordinaires, mais débouchent sur des actions quotidiennes, riches en partage et en intégration et dans un esprit de fraternité et de simplicité.

À l'heure de la mondialisation, où tout se passe si rapidement et la communication est omniprésente, nous voyons clairement les énormes progrès technologiques du monde, ses admirables réalisations financières, ses projets scientifiques de colonisation de l'univers, mais nous nous demandons : qu'est-il advenu de l'être humain dans tout cela?

Les hommes et les femmes méritent de demeurer à jamais au centre de ce scénario car la seule chose qui nous sauvera de la sauvagerie postmoderne serait qu'ils retrouvent leur place, la place de laquelle ils n'auraient jamais dû être chassés. L'humanité est la seule valeur que partagent, sans aucune différence, l'enfant qui meurt de faim dans un pays en développement et celui qui prend son petit déjeuner quotidien dans un pays développé.

Le Paraguay est un petit pays du monde, mais il croit en l'amitié, et c'est pour cela qu'il a fait, du 30 juillet la Journée de l'amitié. Puisse cette initiative trouver un écho dans diverses régions du monde et puisse l'amitié, avec les valeurs et les principes qu'elle porte en elle, triompher au plus tôt de l'hostilité si répandue aujourd'hui.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Paraguay de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Fernando Lugo Méndez, Président de la République du Paraguay, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Aníbal António Cavaco Silva, Président de la République portugaise

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République portugaise.

M. Aníbal António Cavaco Silva, Président de la République portugaise, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à

S. E. M. Aníbal António Cavaco Silva, Président de la République portugaise, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Cavaco Silva (*parle en portugais; interprétation fournie par la délégation*) : Monsieur le Président, je vous souhaite plein succès dans votre mandat. Garantir la paix et la sécurité internationales ainsi que le développement durable est notre responsabilité commune. La manière dont nous nous en acquitterons déterminera notre destin collectif. La position centrale de l'ONU est plus flagrante que jamais. L'Organisation sera ce que nous, États Membres souverains et égaux, voudrions qu'elle soit.

Nous vivons une époque d'accélération historique, une époque de grandes possibilités mais aussi de difficultés à l'échelle internationale. Ces difficultés supposent une responsabilité collective. L'ONU est l'instance qui incarne le mieux cette responsabilité collective. C'est également pourquoi j'appuie fermement l'allocution du Président de la République française en sa qualité de Président de l'Union européenne.

Dans un monde globalisé et interdépendant, seules des institutions multilatérales fortes peuvent promouvoir les valeurs fondamentales de la paix, de la démocratie, des droits de l'homme et du développement durable. Le Portugal est déterminé à favoriser un multilatéralisme effectif fondé sur une ONU caractérisée par la cohésion et l'efficacité.

Nous ne pouvons pas nous contenter de discourir. Par conséquent, il nous faut être cohérents et mettre en pratique les valeurs et principes que nous défendons. Notre action doit être basée sur des hypothèses très claires. Premièrement, nous devons faire tous les efforts nécessaires pour que l'ONU ait les moyens d'accomplir sa mission et nous devons contribuer à l'exécution des mandats que nous lui confions.

Deuxièmement, nous devons garantir une représentation plus large au sein des organes de l'Organisation et rendre leur action plus transparente. Est-il raisonnable de conserver le Conseil de sécurité tel qu'il est, sans réformer ses méthodes de travail, alors que des pays comme le Brésil et l'Inde n'y ont pas de siège permanent et que l'Afrique n'y est pas représentée en permanence? Nous pensons clairement que non et sommes ouverts à la possibilité de solutions plus larges.

Troisièmement, nous devons garantir la mise en œuvre des déclarations sur les droits de l'homme que nous avons tous approuvées. L'Organisation doit garder à l'esprit que les bénéficiaires de ses activités ne sont pas en fin de compte les États en tant que tels, mais les citoyens et les peuples qui les composent.

Le Portugal est engagé dans cette entreprise commune – d'abord en participant à des opérations de maintien de la paix. Je voudrais saluer les milliers de Portugais qui ont participé à plus de 20 missions menées par les Nations Unies et ceux qui prennent actuellement part aux missions en Afghanistan, en République centrafricaine, au Tchad, au Kosovo, au Liban et au Timor-Leste.

Cette année, nous célébrons le sixantième anniversaire des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, et je voudrais rendre hommage à l'ensemble des Casques bleus, et en particulier à la mémoire de tous ceux, y compris des ressortissants portugais, qui ont fait le sacrifice ultime au service des idéaux inscrits dans la Charte des Nations Unies.

L'Afrique doit rester une priorité. Cette conviction nous a conduits, avec nos partenaires africains, à organiser les sommets du Caire et de Lisbonne entre l'Union européenne (UE) et l'Afrique, qui ont contribué à approfondir le dialogue entre les deux continents. Les principes partagés, les engagements pris et la Stratégie conjointe UE-Afrique illustrent un partenariat renouvelé sur la base de la coopération dans des domaines tels que la paix et la sécurité, le développement, la bonne gouvernance et les droits de l'homme, le commerce ou encore l'intégration régionale. La paix, le développement durable, l'accès à l'éducation et aux soins de santé et l'intégration des économies africaines sur les marchés internationaux sont des objectifs essentiels pour bâtir un ordre international plus juste, pacifique et équilibré. En conséquence, nous devons appuyer les efforts des nations africaines pour atteindre ces objectifs.

Dans ce contexte, je voudrais féliciter le peuple angolais pour le civisme avec lequel il a conduit son récent processus électoral. Les élections législatives ont été cruciales pour la consolidation de la démocratie en Angola et ont eu des répercussions politiques importantes au plan régional.

Je me réjouis également de l'accord politique au Zimbabwe, dont nous espérons qu'il marquera une

nouvelle période de réconciliation nationale et de développement politique et économique.

Je veux aussi féliciter la Guinée-Bissau à l'occasion de l'anniversaire de son indépendance. La Guinée-Bissau est l'un des États membres de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), qui a offert à cette dernière un appui politique fort. La CPLP a entrepris de prendre davantage de responsabilités en tant que partenaire opérationnel des organisations régionales auxquelles ses États membres appartiennent, telles que l'Union européenne et l'Union africaine, et d'organisations internationales comme l'ONU.

Le récent sommet de la CPLP à Lisbonne, au cours duquel le Portugal a pris la présidence de la Communauté, a confirmé la détermination de ses membres à promouvoir la paix, la démocratie, les droits de l'homme et le développement. Il a également abouti à la définition d'une stratégie commune d'affirmation internationale fondée sur notre bien commun : la langue portugaise, cinquième langue la plus parlée au monde, qui relie nations et peuples sur cinq continents. Cette attitude d'affirmation devrait avoir pour effet un usage accru du portugais en tant que langue officielle ou de travail des organisations internationales.

Récemment, le Portugal a aussi pris la présidence de la Communauté des démocraties. Très bientôt, nous présiderons le Sommet ibéro-américain – véritable point de référence pour la coopération politique sur la base de cultures et de valeurs partagées. Nous sommes très honorés par ces mandats, dont nous comptons nous acquitter avec détermination et confiance.

Le Portugal estime que la vocation naturelle de l'Alliance des civilisations de rassembler les peuples, les cultures et les religions sera déterminante pour créer un monde où le dialogue l'emporte sur le conflit et où la tolérance, le respect de la diversité culturelle et de l'identité individuelle, et la compréhension mutuelle permettent de surmonter les tensions accumulées. Nous appuyons par conséquent de manière résolue le Plan de mise en œuvre du Haut-Représentant du Secrétaire général.

Sept années se sont écoulées depuis que la ville de New York a été la victime de l'un des actes les plus odieux que le monde ait connu d'histoire récente. Même si beaucoup a été fait depuis, le terrorisme continue de représenter une menace. La mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de

l'Organisation des Nations Unies est essentielle pour faire aboutir la lutte contre cet ennemi commun. À cet égard, il est impératif de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales, dont la promotion contribue à prévenir le terrorisme.

La faim et l'extrême pauvreté sont deux autres ennemis communs, plus insidieux mais tout aussi destructeurs. Beaucoup a été dit sur ce sujet, et certaines mesures ont été prises. Toutefois, il faut faire encore bien davantage. Nous réaffirmons notre appui indéfectible aux objectifs du Millénaire pour le développement. Le Portugal, qui apporte une contribution dans la limite de ses capacités, dirige la plus grande partie de son aide au développement vers l'Afrique, où les niveaux de pauvreté sont les plus saisissants.

Nous notons avec plaisir la création de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale. Lutter contre la faim et la pauvreté passe par un partenariat mondial renforcé, au sein duquel l'ONU et les institutions de Bretton Woods ont un rôle central à jouer.

Assurer le développement durable exige que nous faisons face ensemble aux défis posés par les changements climatiques. Si nous n'agissons pas maintenant, nous léguerons un héritage irréversible aux générations futures, comme le montre le dernier rapport d'activité du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Dans le cadre de cet effort commun, nous devons soutenir ceux qui sont les plus vulnérables aux effets des changements climatiques, comme les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés.

Les océans, les mers, les îles et les zones côtières, qui sont indispensables à la vie humaine et à la prospérité économique, méritent notre plus grande attention. Il est donc important que nous unissions nos efforts pour faire en sorte que les négociations sur un accord mondial et transparent relatif au régime climatique d'après 2012 soient menées à bien d'ici à décembre, l'année prochaine.

Le développement économique n'est pas une fin en soi, mais un moyen de faire progresser l'humanité et d'affirmer les droits de l'homme. Le Portugal a joué un rôle moteur dans le projet de protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, que l'Assemblée sera appelée à adopter. Nous estimons que ce projet de protocole

constitue une étape décisive dans la promotion de la démocratie et qu'il nous permettra de célébrer dignement le soixantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. N'oublions jamais que la dignité des êtres humains n'est pas négociable.

Je voudrais évoquer à présent la situation humanitaire des réfugiés. Le Portugal salue le travail remarquable accompli par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Nous devons poursuivre nos efforts collectifs. À cet égard, mon pays a répondu à cette nécessité en triplant son quota de réfugiés.

Nous sommes les Nations Unies. Le destin de l'Organisation est entre nos mains. Et son succès est étroitement lié à sa capacité de se renouveler et de renforcer sa démocratisation, sa représentativité et son efficacité. Je voudrais donc saluer le consensus qui prévaut au sein de l'Assemblée générale concernant le processus de réforme du Conseil de sécurité, qui devrait permettre aux négociations intergouvernementales de démarrer rapidement. Le Portugal s'honore d'être directement associé à ce résultat.

En 2000, le Portugal a présenté sa candidature à un siège non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2011-2012. Notre candidature doit être envisagée à la lumière des principes et des valeurs de l'ONU que nous avons toujours défendus et qui sont consacrés dans la Constitution portugaise. Nous sommes au service de la paix et de la stabilité, du développement durable et des droits de l'homme. Nous croyons également dans le rôle central de l'ONU pour atteindre ces buts. Nous sommes en faveur d'une représentation égale des États qui constituent la majorité des Membres de l'Organisation, parce que nous croyons que c'est là le meilleur moyen de garantir le sens de la justice, qui est indispensable si nous voulons que nos décisions soient acceptées par tous.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République portugaise de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Aníbal António Cavaco Silva, Président de la République portugaise, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution de M. John Agyekum Kufuor,
Président de la République du Ghana**

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Ghana.

M. John Agyekum Kufuor, Président de la République du Ghana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. John Agyekum Kufuor, Président de la République du Ghana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kufuor (*parle en anglais*) : Je saisis cette occasion pour vous féliciter, Monsieur le Président, de la déclaration très stimulante que vous avez prononcée hier. La vision et la compassion qui ressortent de votre intervention devraient fournir un cadre aux délibérations de l'Assemblée générale dans l'avenir.

Je voudrais également remercier le Secrétaire général de sa volonté tangible d'utiliser son mandat pour doter cette institution mondiale de dirigeants responsables. Son appel au soutien accru de tous les Membres pour restructurer et rationaliser le Secrétariat qu'il dirige, afin qu'il puisse s'attaquer de manière plus souple, plus efficace et plus concrète aux nombreux défis mondiaux auxquels l'humanité est confrontée, est opportun et doit être entendu.

Le fait indéniable de notre époque est que le monde est en mutation constante face à des défis inégalés, que vous avez bien décrits hier, Monsieur le Président, comme étant une convergence de crises interdépendantes à grande échelle, ce qui plonge toutes les nations, les puissantes comme les faibles, les riches comme les pauvres, dans la perplexité; mais comme vous-même et d'autres l'avez fait remarquer, il existe également de très grandes perspectives. Les orateurs qui m'ont précédé ont presque tous fait allusion aux problèmes suivants : les changements climatiques et la fonte des neiges, les tsunamis, les inondations et les sécheresses qui s'ensuivent; les turbulences difficiles à expliquer des marchés du brut; la flambée des prix des denrées alimentaires; les bouleversements du marché financier mondial; les énormes trafics de stupéfiants et d'armes; et l'avalanche d'actes terribles de terrorisme dans beaucoup d'endroits du monde. Si certains de ces

problèmes ont des causes naturelles, nombre d'entre eux sont d'origine humaine.

Par ailleurs, les technologies de l'information et des communications produisent des changements magiques au niveau de la prise de conscience et font que le temps, l'espace et les frontières n'ont pratiquement aucune incidence sur l'interactivité humaine dans le monde. Les découvertes médicales améliorent la qualité de la vie et l'espérance de vie. La rapidité des transports, les exploits extraordinaires réalisés dans le domaine de l'ingénierie et des technologies de la bioscience qui promettent de transformer même des déserts en terres productives génèrent une richesse inimaginable parmi les nations et les hommes. Ensemble, ces possibilités disséminent le pouvoir à travers le monde au point de réduire à néant l'idée que quelques nations puissent jouir d'une hégémonie sur les affaires de l'humanité.

En fait, on peut dire que cette époque d'explosion du savoir est une réalisation de ce qui est dit dans la Bible, à savoir que Dieu a créé l'homme à son image. L'humanité fait de plus en plus preuve d'une créativité sans limite, ce qui nous laisse entrevoir qu'elle parviendra effectivement à triompher des défis de notre temps. Le problème, cependant, est de savoir si nous allons réfréner notre égocentrisme, notre cupidité, notre intolérance et nos basses cruautés afin de permettre le partage de ce qui émanera de cette créativité. Laisser à leurs propres nations, les peuples du monde ne feront pas montre d'une assez grande noblesse d'âme. Le défi principal devient donc de savoir comment les divers peuples du monde accepteront leur humanité commune et la placeront au cœur de leurs efforts.

Il faut une direction, raison pour laquelle de notre organisation semble avoir été créée. Les pères fondateurs ont dû croire de manière instinctive qu'avec le temps, l'organisation se transformerait en un gouvernement mondial. Car, alors même que la fondation de l'ONU a dû tenir compte de considérations géopolitiques, l'Organisation était également pénétrée d'un profond sens moral. Avec le temps, ce sens moral a progressivement triomphé de la dimension géopolitique. C'est cette perception qui doit inciter l'ensemble des Membres à accepter l'appel à une réforme de cette institution multilatérale et de ses organismes afin qu'ils soient responsables vis-à-vis de ces mêmes Membres et qu'en conséquence, ces derniers acceptent leur autorité et leur direction.

En effet, l'ONU est la seule organisation mondiale susceptible de rallier un respect universel. Sous ses auspices, les pays puissants et les pays riches manifestent une tendance croissante à partager leurs connaissances et leurs ressources financières avec les faibles et les pauvres. Un sentiment de camaraderie se développe également dans les relations internationales. J'ai la conviction que c'est grâce à l'Organisation que le monde finira par instaurer la paix, la stabilité et la prospérité, à la suite des nombreuses menaces qui pèsent sur nous actuellement.

C'est ce même sens moral dont l'ONU est pénétrée qui fait avancer le développement des divers blocs régionaux du monde. Dans le cas de l'Afrique, il y a eu, dans les 15 dernières années, des améliorations spectaculaires. Le Mécanisme d'évaluation intra-africaine de l'Union africaine est la preuve que les nations africaines sont absolument déterminées à adhérer à l'état de droit et à la bonne gouvernance. Il convient de noter que, à ce jour, c'est presque une majorité des membres de l'Union qui a souscrit à une évaluation. Il faut noter aussi qu'un bien plus grand nombre de dirigeants africains accèdent au pouvoir par la voie des urnes.

Entre-temps, sous l'égide du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, le continent tente de rassembler les ressources de ses membres, en partenariat avec d'autres pays non africains, afin d'exploiter son énorme potentiel et de développer ses marchés et ses secteurs de l'énergie, des télécommunications, des transports et de l'agriculture, notamment. C'est ainsi que l'on résoudra les nombreux problèmes de la pauvreté, de l'analphabétisme, des maladies, de l'ignorance et des conflits. Il s'agit là d'une initiative de l'Afrique pour s'intégrer dans la mondialisation, et cette initiative bénéficie de l'appui de la communauté internationale, comme l'indiquent les nombreuses conférences conjointes tenues avec le Japon, la Chine, le Brésil et l'Inde, ainsi qu'avec les vieux alliés de l'Afrique en Europe et en Amérique du Nord.

Si nous apprécions l'appui que nous accordent nos partenaires de développement, je me dois de dire que l'on peut encore améliorer les choses, notamment pour ce qui est des efforts déployés par le continent pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Les diverses formes d'assistance actuellement en place ne sont pas coordonnées et ne sont pas assez importantes pour que ces objectifs soient réalisés d'ici la date butoir de 2015. À cet égard,

l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'un examen de ces objectifs et d'une fourniture rapide d'assistance arrive à point nommé. Comme l'indique l'Accord d'Accra, issu de la douzième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'idée de base de l'aide est de donner aux pays bénéficiaires les moyens d'être autonomes et de devenir de véritables partenaires du marché mondial, auquel aucun pays, riche ou pauvre, ne peut se soustraire, compte tenu de l'interdépendance croissante de notre monde.

En janvier 2001, j'ai prêté serment, en tant que Président du Ghana, sur une Constitution démocratique libérale empreinte du même puissant sens moral que je vois dans la Charte des Nations Unies. La Constitution reconnaît la centralité de l'humanité dans tous les efforts entrepris, ce qui explique les dispositions qu'elle contient sur le respect des droits de l'homme, l'état de droit, l'équilibre entre les sexes, la responsabilité et la transparence dans la gouvernance.

Mais en 2001, notre économie nationale était dans une mauvaise passe, et le Ghana a dû souscrire à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) afin d'avoir accès à des fonds pour divers projets de reconstruction pour lesquels il était difficile d'obtenir des crédits. Grâce à la détermination du pays et à sa grande discipline, le Ghana a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE en un temps record, et s'est vu accorder par ses créditeurs bilatéraux et multilatéraux l'annulation d'une dette d'un montant de 8 milliards de dollars environ. Ce succès a été suivi d'afflux accrus d'investissements intérieurs et étrangers qui ont permis au Gouvernement de lancer, entre autres services sociaux, un programme d'enseignement universel de base gratuit et obligatoire et de développer de manière substantielle l'enseignement secondaire et tertiaire.

Dans le domaine de la santé, le tout premier programme national d'assurance médicale, qui comporte des soins maternels gratuits, a également été lancé au Ghana. En même temps, des investissements importants ont été réalisés dans les infrastructures pour les transports, l'énergie et les télécommunications en prévision d'une croissance accélérée de l'économie. Entre temps un processus de modernisation de l'agriculture du pays par la mécanisation a commencé à améliorer le bien-être de plus de 60 % de la population qui vit dans des zones rurales et dépend de ce secteur pour survivre.

Grâce à ces politiques, entre autres, la nation peut à présent envisager d'atteindre son objectif ambitieux de pays à revenu intermédiaire pour 2015, qui est également la date cible pour les objectifs du Millénaire pour le Développement. Ces progrès ont été couronnés par la découverte de pétrole en quantités commerciales, et le Gouvernement a l'intention d'en faire une bénédiction pour toute la nation ghanéenne, plutôt qu'une malédiction.

Voilà où en est le Ghana, alors que mon mandat expirera à la fin de cette année. La morale que je tire de cette histoire est que le développement dans la liberté est possible. En d'autres termes, un développement national accéléré et une bonne gouvernance, y compris le respect des droits fondamentaux de l'homme, ne s'excluent pas mutuellement. En fait, la bonne gouvernance devrait accélérer le développement.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Ghana de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. John Agyekum Kufuor, Président de la République du Ghana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili.

Le Président (*parle en espagnol*) : l'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République du Chili.

M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S.E. M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Bachelet Jeria (*parle en espagnol*) : Il y a huit ans, des représentants de tous les pays du monde se sont réunis dans cette salle de l'Assemblée générale pour adopter la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2) – texte qui constitue l'un des accords les plus larges et les plus explicites qui ait jamais été conclu par la communauté internationale sur le thème du développement, du bien-être, et de la

qualité de vie. La Déclaration établit une série de normes très précises en matière de lutte contre la faim et la pauvreté, d'éducation, de santé, d'égalité entre hommes et femmes, d'environnement et de coopération, en fixant pour chacun de ces domaines l'engagement minimal que doit souscrire chaque pays.

À cette époque, le monde annonçait ainsi la mission civilisatrice à laquelle il aspirait et identifiait les défis incontournables ainsi que les tâches inévitables auxquels devaient faire face chaque gouvernement et la communauté internationale. Il définissait une véritable vision éthique pour les dirigeants des nations. Cependant, le monde a changé depuis.

Nous avons vu, parfois de façon tragique, apparaître ou réapparaître divers problèmes de portée mondiale, comme les changements climatiques, le terrorisme ou la crise alimentaire. En même temps, l'interdépendance des économies et des communications a encore augmenté au cours des huit dernières années, ce qui a sans aucun doute ouvert de nombreuses perspectives mais a aussi accru les risques et les inégalités.

Dans ce contexte de changement, nous avons vu de nombreux pays du monde accomplir des avancées considérables dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Mais nous avons vu aussi un grand nombre de revers regrettables. Les événements survenus dans le monde durant l'année écoulée donnent à réfléchir, ce qui nous permettra d'agir de manière décisive. L'optimisme du début du siècle, qui nous a amené à parler du « millénaire de l'espoir », semble se dissiper. On estime que la seule flambée des prix des denrées alimentaires a plongé plus de 100 millions de personnes dans l'extrême pauvreté. De plus, l'instabilité financière frappe aujourd'hui de nombreuses économies, menaçant d'engendrer une tendance mondiale à la récession dans laquelle – comme toujours – les plus touchés seront en fin de compte les plus pauvres de la planète.

C'est la raison pour laquelle la révision de nos objectifs devient aussi impérieuse. Nous ne pouvons pas rester indifférents devant la détérioration du bien-être élémentaire de millions et millions de citoyens de par le monde. Ceux d'entre nous qui partagent la même idée du progrès et qui ont fait de la liberté et de la justice sociale leur mot d'ordre doivent faire entendre leur voix.

Le monde est parvenu à obtenir les ressources économiques, techniques et scientifiques, qui pour la première fois dans son histoire, peuvent garantir le bien-être de toute l'humanité. Nous ne pouvons pas gaspiller ces capacités. Un monde meilleur est possible, mais il exige une volonté d'aller de l'avant, et la crise économique internationale actuelle montre que c'est précisément cette volonté qui fait défaut.

La convoitise et l'irresponsabilité de quelques-uns, conjuguées à la négligence politique de certains autres, a plongé le monde dans une situation de grande incertitude. À quel paradoxe nous assistons aujourd'hui! Avec les fonds alloués au sauvetage du système bancaire international on aurait pu facilement éliminer le fléau de la faim sur la planète. Il est donc temps de réaffirmer notre détermination.

La crise économique internationale est un coup porte à ceux qui pensent que l'on ne peut rien faire, que l'on ne doit rien réguler ou que l'inégalité est irrémédiable. C'est là la grande leçon à tirer des événements survenus l'année dernière. On ne pourra s'atteler comme il convient à aucun des problèmes auxquels l'humanité est confrontée, et certainement à aucun des objectifs de civilisation que nous nous sommes fixés sans possibilité claire d'action collective par les États et la société civile.

C'est la raison pour laquelle je vous demande à tous d'agir ensemble pour appuyer les mesures d'urgence visant à résoudre la crise alimentaire et de redoubler d'efforts pour veiller à ce que la crise économique qui est en train de se produire ne nous empêche pas de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. C'est la raison pour laquelle j'appelle à un engagement urgent et sincère en faveur du multilatéralisme. C'est la raison pour laquelle nous devons continuer à soutenir et à réformer les institutions internationales, en particulier l'Organisation des Nations Unies, afin de les rendre plus représentatives, plus démocratiques et mieux à même de répondre aux espoirs de nos peuples.

C'est aussi la raison pour laquelle nous devons parvenir à un accord pendant le Cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce. C'est pour cela que nous devons obtenir des résultats concrets au cours de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement. C'est pour cela que nous devons faire en sorte que la Conférence de Copenhague sur les changements climatiques soit couronnée de succès et que nous devons transformer

ces négociations en accords qui apportent une contribution décisive au développement.

Je me présente devant cette Assemblée en qualité de représentante d'une nation qui a beaucoup à apporter. Avec modestie et fierté, nous annonçons à cette Assemblée que le Chili va atteindre plus tôt que prévu les objectifs du Millénaire pour le développement fixés pour 2015. J'insiste sur le fait qu'il est possible d'éliminer la pauvreté, qu'il est possible de sortir du sous-développement, et ce qui est plus important encore, qu'il est possible de le faire dans la démocratie et la liberté.

Mon pays a pratiquement triplé la taille de son économie entre 1990 et 2008, ce qui correspond aux années de démocratie au Chili. De même que nous avons fait croître l'économie, nous avons également fait croître les investissements sociaux et la justice sociale. Nous avons fait de grands progrès sur tous les fronts : santé, éducation, logement, qualité de vie, cohésion sociale et égalité des chances accrue entre les deux sexes.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Quatre Chiliens sur 10 vivaient dans la pauvreté à la fin de la dictature, en 1989. De 40 % à cette époque, nous sommes tombés à 13 % en 2006. Il reste encore beaucoup à faire, et chaque fois que nous atteignons un but, nous nous fixons un nouvel horizon de défis. Et de même que nous avons réduit considérablement la pauvreté, nous nous proposons aujourd'hui de garantir à l'ensemble des chiliens et chiliennes l'accès universel à un système de protection sociale qui leur permette de vivre en toute tranquillité, d'éliminer la peur de la maladie, de la pauvreté ou de la vieillesse, en multipliant ainsi les chances pour tous, afin d'avancer régulièrement vers plus d'égalité et de dignité.

Mais, ce matin, je voudrais expliquer devant cette Assemblée les raisons de ces succès. Ils sont soutenus par une volonté politique claire et majoritaire. Le pays a choisi librement de suivre la voie de la croissance économique, de la démocratie politique et de la justice sociale. Tous les secteurs politiques ont emprunté cette voie, chacun à leur manière évidemment, comme dans toute démocratie, mais tous sont conscients que ce sont là les grands objectifs de la société chilienne, car derrière les succès se cache, également, un douloureux apprentissage.

Par le passé, la division du pays et sa séparation en deux camps irréconciliables ont entraîné beaucoup

de souffrance et une très grande régression sociale. Placer la démocratie au centre des affaires publiques comme moyen d'aboutir à une société plus libre et plus juste, telle a été l'une des grandes leçons qu'ont apprises les Chiliens et qui explique en grande partie les réalisations de ces 18 dernières années.

C'est cette même conviction qui nous a poussés récemment à nous porter au secours d'une démocratie amie. Il y a une semaine, face à la menace pesant sur les institutions démocratiques de la République de Bolivie, les nations sud-américaines sont venues en aide aux autorités élues légitimement et offert leur collaboration pour faciliter la reprise du dialogue politique interne, tout en condamnant le soulèvement et les effusions de sang. En quelques jours, nous avons réussi à organiser à Santiago du Chili une réunion des présidents des pays membres de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), pour convenir, avec le Président bolivien, d'un processus de pourparlers et pour trouver et promouvoir une solution pacifique au conflit dans ce pays.

Je tiens, de cette tribune, en tant qu'initiatrice de cette réunion historique pour la région, à remercier de leur bonne volonté tous ceux qui y ont participé. Nous avons ainsi donné un exemple de ce qu'il faut entendre par engagement multilatéral. Il s'agit d'un engagement forgé dans la diversité des projets politiques, mais sur la base de valeurs partagées, comme la démocratie, la paix et la défense des droits de l'homme. Le sommet dit de « la Moneda », du nom du palais présidentiel chilien, restera gravé pour toujours comme le moment où les nations sud-américaines ont décidé d'approfondir leur engagement en faveur de la démocratie, lorsque celle-ci est menacée où que ce soit sur le continent.

Que nous enseigne cet épisode? Que la valeur de la démocratie et celle du dialogue, des droits de l'homme et de la paix sont plus fortes que jamais en Amérique latine. Que la région veut laisser derrière elle les moments sombres de son histoire. Que la démocratie s'impose comme système de gouvernement. Que la violence n'a pas sa place en politique. Et que ces valeurs, outre qu'elles sont largement partagées par les citoyens, sont solidement ancrées dans le multilatéralisme, les institutions et le droit international.

Durant ces années, nous avons appris que les politiques nationales, bien qu'indispensables, ne suffisent pas; qu'il n'y a pas à choisir entre

l'affirmation de sa propre identité et l'intégration; que des accords internationaux sont nécessaires pour gouverner la mondialisation et faire de la démocratie et des droits sociaux des citoyens des exigences universelles. Chaque pays a le droit et le devoir de contribuer à façonner un monde dans lequel prévalent les grandes valeurs de l'humanité, indépendamment de son importance économique ou démographique, de son influence ou de son pouvoir, de sa proximité ou de son éloignement des centres où se prennent les décisions qui affectent la vie de tous les habitants de la planète.

Depuis sa position au sud du globe, le Chili coopère. Nous avons adhéré avec enthousiasme, et dans certains cas, promu les initiatives les plus variées, en quête du développement de nos peuples. Il y a quelques jours, à Santiago du Chili, nous avons lancé, avec le Premier Ministre norvégien, une importante initiative régionale pour la réalisation des objectifs 4 et 5 du Millénaire pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans le cadre de cette initiative, le Chili participera à l'envoi et à l'entraînement de troupes en Bolivie, en Équateur et dans d'autres pays de la région. Mais quand je parle de troupes, bien sûr, il n'est pas question de soldats. Il s'agira de corps composés d'infirmières, de sages-femmes, de médecins, de spécialistes de la santé maternelle et infantile qui, dans les campagnes et les montagnes de notre Amérique, procéderont à des accouchements, aideront les mères, participeront aux vaccinations et soigneront les enfants malades. Parce que, malgré les progrès de ces dernières années dans ce domaine, qui ont permis d'augmenter de 78 % à 89 % la proportion d'accouchements assistés, 22 000 mères meurent encore par an sur notre continent du seul fait de ne pas bénéficier de soins professionnels. Malgré le recul de la mortalité infantile, 400 000 enfants latino-américains de moins de 5 ans meurent encore chaque année, ce qui explique l'urgence de cette initiative, c'est-à-dire l'urgence de promouvoir la démocratie et le développement social de notre population.

Dans un peu plus de deux mois, le monde aura une cause noble à célébrer, à l'occasion du sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Quelle avancée considérable pour l'humanité! On a commencé à voir la fin de siècles et de siècles de pouvoir arbitraire, de mort, de torture, d'abus de pouvoir, à partir de l'adoption de cette charte fondamentale des droits. Une charte qui, bien sûr, n'a pas constitué une solution immédiate, mais qui a bel et bien signifié le début de la mobilisation sociale et

politique la plus vaste et la plus concrète en faveur de la dignité des personnes.

Aujourd'hui, quiconque enfreint cette charte entache son prestige auprès de la communauté internationale. Nous sommes allés encore plus loin, en établissant un cadre de protection et de promotion juridiques internationales, au sein duquel ma région a créé un grand précédent avec le système interaméricain de protection des droits de l'homme.

Nous espérons qu'il se passera la même chose avec la Déclaration du Millénaire. Nous voulons qu'elle devienne un impératif éthique et politique pour tous les dirigeants du monde. Nous voulons que les citoyens de tous les pays s'indignent contre la famine, la pauvreté et l'insalubrité. Nous voulons que la discrimination à l'égard des femmes soit un motif de honte pour tous ceux qui la pratiquent. Nous voulons que la discrimination à l'égard des peuples autochtones soit éradiquée de la face de la Terre. Nous voulons que la protection de l'environnement fasse partie du vocabulaire de tous les habitants de la planète et, évidemment, des priorités de tous les gouvernements du monde. Nous voulons que la coopération des plus riches soit une obligation non seulement morale mais politique. C'est le souhait, réalisable, du Chili et c'est pour cela que nous sommes venus devant l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République du Chili de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Danilo Türk, Président de la République de Slovénie

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Slovénie.

M. Danilo Türk, Président de la République de Slovénie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Danilo Türk, Président de la République de

Slovénie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Türk (*parle en anglais*) : Nous débutons cette soixante-troisième session de l'Assemblée générale sous la présidence sage et inspirée de M. Miguel d'Escoto Brockmann. Nous comptons sur votre expérience et votre habileté politique, Monsieur, et je vous souhaite plein succès dans votre travail. Dans le même temps, je voudrais exprimer notre sincère gratitude à votre prédécesseur, M. Srgjan Kerim, Président de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale, qui a guidé cette Assemblée avec beaucoup de sensibilité et de détermination. Je voudrais également rendre hommage au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, dont les efforts constants guident l'ONU en cette période tumultueuse.

Nous vivons en effet dans un monde tumultueux à une époque tumultueuse. Nous avons besoin de réponses réelles aux problèmes mondiaux qui se sont accumulés. L'ère de l'optimisme engendré par la mondialisation s'est achevée. L'avènement de la crise financière ces dernières semaines a dissipé les derniers doutes restants à cet égard. Le monde a besoin de réponses réelles aux grandes questions qu'il se pose.

Si vous me demandiez de définir les besoins politiques essentiels de l'ONU actuellement en un seul concept – et en un mot – ma réponse serait la suivante : nous vivons à une époque qui exige des transformations. La transformation doit être l'idée fondamentale de la politique qui doit inspirer l'action de l'ONU. L'Organisation doit rechercher des politiques à même d'apporter des changements, et cela dans un avenir assez proche. Il est évident que cette proposition ambitieuse et générale suscite d'autres questions. L'ONU est-elle capable de susciter des transformations sociales, politiques et économiques? L'ONU d'aujourd'hui sait-elle dans quel domaine ces transformations stratégiques s'imposent? Qu'est-ce qui doit être fait, en matière de transformation, dans les domaines les plus sensibles du mandat de l'ONU, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales? Permettez-moi de répondre à ces questions l'une après l'autre.

En premier lieu, l'ONU est-elle capable de susciter des transformations sociales et politiques dans le monde? Elle a démontré dans différents domaines du travail qu'elle a réalisé dans le passé. L'action menée par l'ONU dans le domaine des droits de l'homme en offre un excellent exemple. Nous allons célébrer cette

année le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et il n'est guère difficile de se rendre compte que les changements qui se sont produits au cours de ces soixante années doivent beaucoup au pouvoir de transformation des droits de l'homme.

Songez-y : au moment de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, le monde avait connu l'un de ses moments les plus traumatisants. La Seconde Guerre mondiale s'achevait à peine, ses effets se faisaient encore ressentir, et une grande partie du monde était détruite. L'oppression staliniste était la caractéristique dominante en Union soviétique et dans une grande partie de l'Europe. En Asie et en Afrique, de vastes populations subissaient le joug du colonialisme. Le système de l'apartheid était instauré en Afrique du Sud. Or, c'est à ce moment-là que les auteurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme esquissèrent une vision optimiste d'une société juste et d'un monde meilleur. Les droits de l'homme étaient vraiment l'idée porteuse de changement à l'époque et cette idée a inspiré le changement social et le développement depuis lors.

Le monde d'aujourd'hui, loin d'être idéal certes, est quand même bien meilleur qu'en 1948. Les droits de l'homme ont triomphé dans de nombreuses régions du monde et progressent régulièrement dans d'autres. Beaucoup de systèmes oppressifs ont fini dans la poubelle de l'histoire. Ceux qui demeurent vont vraisemblablement prendre le même chemin. La démocratie a progressé dans le monde entier et c'est aujourd'hui le mode de vie d'un plus grand nombre de personnes que jamais auparavant.

Des violations des droits de l'homme persistent, certes, comme nous l'indiquent les experts de l'ONU et les organisations non gouvernementales. Certaines causes des violations comme la discrimination raciale subsistent et prennent des formes nouvelles. De nouveaux problèmes se posent dans le domaine des droits de l'homme. Les préoccupations concernant la sécurité et la lutte contre le terrorisme semblent avoir contribué à réduire l'attention accordée aux droits de l'homme dans certaines sociétés. L'ignoble pratique de la torture bénéficie d'un certain degré d'approbation, ce qui devrait préoccuper tous ceux qui prennent les droits de l'homme au sérieux. Les conflits armés continuent de causer des atrocités et des violations massives des droits de l'homme.

Il faut lutter contre ces phénomènes avec détermination. Les institutions des droits de l'homme doivent être renforcées et appuyées. L'éducation en matière de droits de l'homme mérite une plus grande priorité. Le principe de la responsabilité de protéger doit avoir une signification réelle et des effets par le biais d'une action diplomatique ou autre. La Cour pénale internationale doit être acceptée et rendue efficace en tant qu'institution clef chargée de punir les auteurs des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et de génocide. Il faut lutter contre les violations des droits de l'homme, quel que soit l'endroit où elles se produisent.

Il y a en fait une autre réalité fondamentale qui a des effets négatifs sur la jouissance réelle des droits de l'homme par tous. La Déclaration universelle stipule à l'article 28 que toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet. Les auteurs de la Déclaration ont envisagé de manière très réaliste les effets à long terme des efforts concernant les droits de l'homme. Inspirée par cet esprit, l'Assemblée générale a adopté en 1986 la Déclaration sur le droit au développement, droit qui a été reconnu comme un droit universel lors de la Conférence sur les droits de l'homme qui s'est tenue à Vienne en 1993. Ce fut une reconnaissance marquante et réaliste du lien intrinsèque qui existe entre deux aspirations fondamentales de l'homme : l'aspiration à la liberté et l'aspiration au développement humain. Au cours des années qui ont suivi, l'ONU est parvenue à une compréhension très complète de ce qu'est le développement et de ce qu'il signifie à notre époque. Cette compréhension a été élaborée au cours d'une série de conférences mondiales dans les années 90, qui ont été résumées en 2000 sous la forme d'un accord sur les objectifs de développement à l'échelle mondiale.

Cette vision est toujours en vigueur et des progrès concrets, bien qu'inégaux, sont manifestes. La réunion de haut niveau sur l'Afrique, qui s'est tenue lundi dernier, a raffermi le consensus existant dans le monde sur les priorités immédiates pour l'Afrique, y compris un financement plus effectif du développement. Les débats qui seront menés demain par le groupe chargé des objectifs du Millénaire pour le développement donneront l'occasion de débattre des questions clefs d'aujourd'hui, notamment celles liées à la crise alimentaire actuelle. J'espère également que la proposition du Secrétaire général d'organiser un

sommet pour examiner les progrès réalisés sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en 2010 jouira d'un vaste appui.

Ces débats et d'autres ont également permis de répondre à ma deuxième question : l'ONU sait-elle dans quelle direction stratégique elle doit concentrer ses efforts porteurs de changements aujourd'hui? Oui, les objectifs du Millénaire pour le développement font partie de la réponse, mais il est également clair que le développement à l'échelle mondiale – actuellement et dans un avenir prévisible – dépendront beaucoup de la préservation de notre environnement naturel et notamment de la manière dont nous abordons les questions énergétiques et le réchauffement de la planète. La bataille pour assurer notre avenir commun et mondial sera gagnée – ou perdue – sur le front de l'environnement, et c'est là que les efforts porteurs de transformation doivent se concentrer. Il n'y a pas de temps à perdre.

Cette année, l'Union européenne, sous la présidence de mon pays, la Slovénie, a adopté un plan d'action destiné à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Hier, le Président Sarkozy de la France, Président en exercice du Conseil de l'Europe, a renouvelé l'attachement de l'Union européenne au succès de la feuille de route de Bali et de la Conférence de Copenhague qui se tiendra l'année prochaine. Dans l'intervalle – et je tiens à le souligner –, des progrès doivent être réalisés à la conférence de Poznan, et dans le processus qui mènera à la conférence de Copenhague et à l'accord mondial final.

Mais ces efforts ne porteront leurs fruits que si un partenariat adéquat est établi entre les protagonistes économiques et politiques clefs. Un partenariat entre l'Union européenne, les États-Unis, le Japon, la Chine et l'Inde et le Groupe des 77 est essentiel. Les défis qui se posent à l'heure actuelle en matière d'environnement demandent que le monde adopte une autre approche en matière de consommation d'énergie, de développement de la technologie et de recherche du développement. Les changements progressifs ne suffiront pas. Une coopération mondiale est essentielle. De toute évidence – et j'insiste là-dessus –, les responsabilités des pays développés et des pays en développement sont différentes. Elles sont distinctes. Mais le monde doit aller de l'avant et l'ONU doit s'engager sur la bonne voie. La transformation est la question à l'ordre du jour.

Ma troisième question concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales et les transformations nécessaires à cet égard. Permettez-moi de dire d'emblée qu'il est indispensable de transformer les institutions existantes dans le domaine de la sécurité internationale.

En matière de sécurité internationale, la situation est aujourd'hui assez disparate. Après la guerre froide, il y a eu des moments de grands espoirs et des moments de profonde déception. Il y eu des succès et des échecs, notamment le fait que l'on ne soit pas parvenu à éviter le génocide. Mais il nous faut dire que, de manière générale, le nombre de conflits armés décline depuis plus de 10 ans maintenant. Il s'agit d'un fait véritablement encourageant, et cela est en grande partie dû à la contribution de l'Organisation des Nations Unies, qui a progressivement accru son expérience et amélioré ses capacités en matière de maintien de la paix, de consolidation de la paix après un conflit et, dans une certaine mesure, de diplomatie préventive. Le rôle du Secrétaire général s'est vu renforcé dans tous ces domaines.

Les progrès réalisés jusqu'ici ont créé une certaine confiance en la capacité des structures internationales de sécurité et de leurs acteurs clefs de coopérer et, ce qui est plus important, de travailler en partenariat pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Pourtant, il semble que la confiance établie à ce jour demeure fragile et qu'il existe encore des traces de la mentalité datant de la guerre froide. Il est par conséquent nécessaire de déployer de plus amples efforts. À mon avis, ces efforts doivent s'articuler autour de deux séries de mesures.

La première est liée à la mise en place de partenariats afin d'examiner les principaux problèmes de sécurité, notamment au Moyen-Orient, dans le Caucase, les Balkans et plusieurs régions d'Afrique. Dans tous ces domaines, on a dans une certaine mesure réussi à instituer une coopération et un partenariat entre les principaux acteurs régionaux et mondiaux qui œuvrent en faveur de la paix. Les modèles de diplomatie concertée, tel que celui qui a été établi pour régler les problèmes de la Corée du Nord, peuvent et doivent inspirer la diplomatie préventive et le rétablissement de la paix ailleurs dans le monde.

Il est tout aussi urgent de mettre en œuvre la seconde série de mesures. Il faut accorder une attention immédiate à la réforme des structures de sécurité existantes. La réforme du Conseil de sécurité se fait

attendre. Les améliorations progressives apportées à ses méthodes de travail sont bienvenues mais loin d'être suffisantes. Il est grand temps de modifier la structure du Conseil. Je pense qu'il conviendrait d'accroître le nombre des membres du Conseil de sécurité, cet élargissement devant prendre trois directions. D'abord, il devrait y avoir six nouveaux membres permanents, issus de chaque région du monde. Deuxièmement, il faudrait prévoir une catégorie supplémentaire de membres non permanents, avec une rotation plus fréquente, qui s'élèveraient à six pour toute composition du Conseil de sécurité, et qui devraient être élus selon une formule que déterminerait l'Assemblée générale et alterner tous les deux mandats de deux ans. Troisièmement, les huit membres restants seraient élus selon le principe de la répartition géographique équitable. Cette idée en trois points signifie que le total des membres du Conseil de sécurité réformé ne dépasserait pas 25; nous aurions donc un Conseil composé de 25 membres. Un tel Conseil serait plus représentatif et, à mon avis, plus efficace.

Je vous fais part de ces idées sur la réforme du Conseil de sécurité, Monsieur le Président, pour qu'elles puissent être exploitées dans le cadre des efforts qui seront déployés pour réformer le Conseil. On s'accorde à dire que le travail doit progresser vers une conclusion positive. En menant à bien la réforme du Conseil, on contribuerait notablement à transformer le système international de sécurité. Avec d'autres grands projets lancés par l'ONU, cela serait un pas important vers un monde meilleur.

Permettez-moi de terminer. Tout cela est-il nouveau? Dans une certaine mesure, oui, car certaines mesures et certains projets spécifiques sont nouveaux. Mais en réalité, on peut dire que tout cela s'inscrit dans la continuité. L'Organisation des Nations Unies représente, depuis sa création, l'espoir et la promesse d'un monde meilleur. Ne décevons pas cet espoir et tenons cette promesse. Œuvrons à la transformation là où elle est nécessaire. Faisons de cette époque la plus belle heure des Nations Unies.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Slovaquie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Danilo Türk, Président de la République de Slovaquie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Leonel Fernández Reyna, Président de la République dominicaine

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République dominicaine.

M. Leonel Fernández Reyna, Président de la République dominicaine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Leonel Fernández Reyna, Président de la République dominicaine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Fernández Reyna (*parle en espagnol*) : Au nom du Gouvernement et du peuple de la République dominicaine, nous avons le plaisir d'adresser nos plus sincères félicitations au Président de l'Assemblée générale, le père Miguel d'Escoto Brockmann, de la République sœur du Nicaragua, de sa récente élection. Dans le même temps, nous voudrions, à cette occasion, adresser nos salutations aux membres de cette Assemblée générale.

Il y a huit ans, ici même, les représentants de 189 pays ont pris un engagement crucial, certainement l'un des engagements les plus importants jamais pris par tant de nations du monde. Ils sont convenus des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En 2000, on pensait – et l'on pense encore – que les objectifs fixés alors seraient considérés par l'histoire commune de l'humanité comme la décision éthique la plus courageuse prise face à l'extrême pauvreté, à la honte de l'injustice généralisée et au terrible drame des inégalités sociales. Le programme de travail fixé et les efforts prévus exigeaient une dose importante de volonté politique, l'application de mesures correspondant aux objectifs à atteindre, un réaménagement des priorités budgétaires et un flux accru de ressources destinées à l'aide et un meilleur appui au développement.

Nous n'avons pas envisagé les objectifs du Millénaire pour le développement en termes vagues. Nous n'avons pas entouré la Déclaration du Millénaire de concepts abstraits et grandiloquents mais vides de contenu. Au contraire, nous avons analysé de la manière la plus précise possible la situation que nous ambitionnions de corriger. Nous avons évalué le problème avec précision, tout comme sa terrible

dimension et l'ampleur des efforts politiques et financiers qu'il faudrait déployer pour inverser cette tendance.

Nous avons assumé la responsabilité d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement avec un tel sérieux que nous avons fixé une date butoir pour leur réalisation : 2015. Nous sommes désormais à mi-parcours et, au plan international, nous sommes confrontés – fait décourageant – à de multiples obstacles qui empêchent la réalisation de nos objectifs dans les délais que nous nous étions fixés en 2000. Nous savions qu'il y aurait des difficultés. Nous avons conscience qu'il faudrait surmonter de gigantesques obstacles, et nous avons recensé les défis de toutes sortes qu'il nous faudrait relever pour atteindre nos objectifs.

En République dominicaine, nous avons réussi à accomplir quelques progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Depuis 1991, nous avons réduit de plus de moitié la proportion des enfants de 5 ans qui présentent une insuffisance pondérable par rapport à leur âge. Nous avons progressé en matière de développement sanitaire et nous sommes parvenus à maîtriser la propagation du VIH/sida.

Toutefois, nous savons aujourd'hui qu'au-delà des modestes avancées réalisées et des résultats obtenus, non seulement par la République dominicaine mais aussi par des pays en développement sur tous les continents, plus d'un million et demi de femmes meurent encore chaque jour de complications de la grossesse ou de l'accouchement qui peuvent être traitées ou évitées. Nous savons désormais que, si l'on ne déploie pas des efforts extraordinaires dès aujourd'hui, au lieu d'atteindre l'objectif qui consiste à réduire de moitié la proportion des enfants présentant un poids insuffisant à la naissance, leur nombre s'élèvera à 30 millions. En outre, nous savons désormais que le nombre de morts causées par le sida et passé en 2006 à près de 3 millions, et que les mesures de prévention contre cette terrible pandémie continuent d'être tout à fait insuffisantes. Le fait que plus de 600 millions de personnes ne verront pas une amélioration des services sanitaires dont ils bénéficient aujourd'hui est également consternant.

Or, à mesure que cette situation s'est fait jour, les pays les plus riches, ceux-là même qui s'étaient engagés à fournir une aide publique au développement extraordinaire en vue de la réalisation des objectifs du

Millénaire pour le développement, n'ont, d'une manière générale, pas honoré leurs promesses. Seuls cinq de ces pays – la Norvège, la Suède, les Pays-Bas, le Danemark et le Luxembourg – ont tenu parole en faisant des contributions parfois supérieures à 0,7 % de leur produit intérieur brut, fixé par cette Organisation mondiale comme étant le niveau d'aide approprié.

En réalité, il est indispensable aujourd'hui, pour que l'on puisse réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, que la communauté internationale, propose un plan de sauvetage – une espèce de « bailout », comme on dit actuellement. Selon des études de la Banque mondiale, il faudrait disposer, en moyenne chaque année, de quelque 50 milliards de dollars en aide étrangère pour atteindre des objectifs du Millénaire pour le développement. Cela revient à dire que pour parvenir, comme prévu, à améliorer la qualité de vie et la dignité des pays pauvres du monde, il faudrait un plan international de financement économique aussi audacieux et urgent que celui qui est mis actuellement en place pour sauver Freddie Mac, Fannie Mae, Bear Stearns, Merrill Lynch, AIG, et d'autres institutions financières. D'ici à 2015, date butoir pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, c'est-à-dire au cours des sept prochaines années, il faudrait, d'après l'analyse de la Banque mondiale, 350 milliards de dollars d'aide étrangère, ce qui représente la moitié de la somme qui fait actuellement l'objet d'un débat au Congrès américain et qui devrait sauver de la faillite les sociétés financières de Wall Street, responsables de leur propre chute.

Les peuples du monde, touchés par la faim et la misère, font entendre leur voix pour que la communauté internationale accorde à la satisfaction de leurs besoins une attention aussi urgente que celle accordée aux institutions bancaires se trouvant au bord du gouffre pour les sauver d'une catastrophe. Loin de nous l'idée selon laquelle sauver la dignité des pauvres du monde n'a pas la même priorité ni la même urgence que sauver les institutions qui opèrent dans le centre financier le plus puissant du monde.

Nous précisons que nous ne sommes pas venus condamner qui que ce soit. Nous ne sommes pas non plus venus pointer un doigt accusateur contre un pays ami, membre de cette famille des Nations Unies. Notre voix se veut être une sonnette d'alarme. Une voix qui contribuerait à éveiller les consciences et à trouver une solution à un problème d'envergure mondiale qui

frappe les pays pauvres, et qui est tant injuste du point de vue social qu'inacceptable du point de vue éthique.

Nous voudrions profiter de cette occasion pour, du haut de cette tribune, mettre également en garde contre d'autres éléments qui font obstacle à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et qui entravent le progrès de nos nations. C'est le cas notamment des spéculations non réglementées dans l'achat et la vente de marchés à terme du pétrole et des denrées alimentaires. On ne peut occulter le fait que, s'ils ne sont pas réglementés, les marchés à terme sont des mécanismes qui se prêtent, par une spéculation excessive, à la fraude et aux manipulations, à la distorsion des principes économiques de base. Nous ne remettons pas en cause le fait que dans la fixation des prix du pétrole, l'offre n'a pas augmenté de manière substantielle, et que dans le même temps, la demande s'est accrue; que récemment, les investissements dans de nouvelles raffineries ont fait défaut; qu'il existe des tensions géopolitiques dans différentes régions du monde, ou que le dollar des États-Unis a vu sa valeur chuter. Tout cela est vrai.

Ce que nous mettons en cause, c'est le fait qu'en l'espace de 12 mois seulement, le prix du baril de pétrole soit passé de 70 à presque 150 dollars. En juillet de cette année, nous avons constaté avec stupéfaction que les prix du baril de pétrole avaient augmenté de 10 dollars en un jour. Mais il y a deux jours à peine, avant-hier, alors que j'étais ici à New York, nous avons observé avec une grande perplexité que le prix du baril n'avait cette fois pas augmenté de 10, mais de 25 dollars en un seul jour. Comment expliquer cela? Le monde entier aurait-il subitement, en un jour, augmenté ainsi sa demande? Ou alors les gisements de pétrole du monde entier auraient-ils tout à coup disparu?

En réalité, il n'y a qu'une seule explication à cette situation: la spéculation excessive sur les marchés à terme. Il est incompréhensible qu'une personne vende un produit qu'elle n'a pas et qu'une autre achète un produit qu'elle ne compte pas recevoir. Pourtant, c'est ce qui est en train de se produire à l'heure actuelle, et c'est l'expression la plus claire du fonctionnement de ce que l'on appelle le capitalisme de casino.

En cinq ans à peine, des centaines de milliards de dollars sont entrés sur les marchés à terme des matières premières, particulièrement sur le marché de l'énergie,

alors que les prix ont connu une augmentation vertigineuse de plus de 200 % entre 2003 et 2008; cela ne s'est pas seulement produit dans le cas de certains produits de base, mais aussi dans celui de l'ensemble des 25 matières premières cotées en bourse. Au cours des cinq dernières années, le prix du blé a augmenté de 177 %, celui du soja de 196 % et celui du maïs de 214 %.

Cependant, nous devons répéter ici que la hausse des prix du pétrole est l'un des principaux obstacles à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En République dominicaine, notre facture pétrolière devrait passer de 1 milliard 667 millions de dollars en 2004 à 6,5 milliards cette année, ce qui représente une hausse de 500 %. Cette différence de 5 milliards de dollars aurait permis à la République dominicaine de financer, de 2008 à 2015, tous les investissements publics énoncés dans les analyses de coûts des objectifs du Millénaire pour le développement.

Ce à quoi aspire le monde n'est pas à être une salle des paris. Ce que veut le monde, ce n'est pas une manipulation constante, ni une fraude permanente sur des aspects ou des éléments qui ont une influence déterminante sur les conditions de vie. En fait, le monde a des aspirations très simples, comme vivre dans un environnement où règnent la justice sociale et l'équité et où chaque être humain se voit donner la possibilité de développer ses capacités créatives, tant d'un point de vue matériel que spirituel.

Pour atteindre ces nobles objectifs, les nations qui se sont engagées à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, en tant que programme véritable et sincère de transformation sociale, ont le regard tourné, plein d'optimisme et d'espoir, vers le système des Nations Unies, pour qu'il corrige toutes ces distorsions et rectifie toutes ces aberrations.

Nous sommes persuadés que grâce à tous les brillants esprits ici réunis, travaillant à un avenir meilleur pour l'humanité, des solutions importantes seront trouvées, avec la même célérité, la même urgence et le même intérêt qui ont prévalu, en ces temps de turbulences financières, pour élaborer des programmes de sauvetage des banques en faillite.

Le Président (*parle en espagnol*): Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République dominicaine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Leonel Fernández Reina, Président de la République dominicaine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Felipe Calderón Hinojosa, Président des États-Unis du Mexique

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis du Mexique.

M. Felipe Calderón Hinojosa, Président des États-Unis du Mexique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Felipe Calderón Hinojosa, Président des États-Unis du Mexique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Calderón Hinojosa (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je voudrais vous féliciter, M. Miguel d'Escoto, pour votre élection à la présidence de l'Assemblée. C'est un véritable honneur pour l'Amérique latine que de vous voir, Monsieur le Président, diriger nos travaux.

Je suis venu à l'ONU pour réaffirmer l'attachement indéfectible du Mexique à la consolidation du système multilatéral et à l'instauration de l'ordre mondial auquel nous croyons, à savoir un ordre mondial plus humain, plus juste, plus prospère, plus propre et plus sûr.

Les problèmes et les défis auxquels est confrontée l'humanité aujourd'hui appellent une Organisation des Nations Unies renouée et renforcée. Le Mexique est convaincu que l'ONU se trouve à un moment charnière de son histoire. Les défis mondiaux du XXI^e siècle mettent à l'épreuve la vitalité et le rôle moteur de l'Organisation.

Les menaces qui pèsent sur la sécurité mondiale ne découlent pas seulement des conflits entre les États, mais également des problèmes posés par les actions d'agents non étatiques, tel l'ensemble des organisations criminelles spécialisées dans le terrorisme ou le trafic de drogues. Ces menaces contre la sécurité mondiale incluent aussi la dégradation de l'environnement, les pandémies, l'extrême pauvreté et les violations massives des droits de l'homme.

Je voudrais commencer avec un premier défi; un défi lancé à notre génération et à notre civilisation. Il est peu de défis aussi urgents que celui consistant à inverser les effets des changements climatiques. Ce phénomène frappe sans distinction les pays riches comme les pays pauvres. Mais, paradoxalement, les pays qui ont le moins contribué au réchauffement de la planète sont souvent les pays les plus vulnérables.

Les changements climatiques ne sont pas un problème que les nations doivent affronter selon leur degré de développement. C'est une mission qui exige de passer des paroles aux actes et de donner corps, par des propositions concrètes, au principe de responsabilités communes mais différenciées.

C'est pourquoi le Mexique a, dans le cadre de l'ONU, proposé la création d'un Fonds vert qui inciterait les États à redoubler d'efforts sur ce sujet. Il est très satisfaisant pour nous de voir que des organisations comme la Banque mondiale ont déjà fait leur cette initiative pour élargir la disponibilité des ressources en faveur des pays qui en ont besoin.

Au nom de mon pays, je renouvelle donc aujourd'hui, devant l'Assemblée, la proposition du Mexique de créer un Fonds vert, auquel tous les pays contribueraient en fonction de leur capacité économique propre et auquel nous pourrions tous avoir recours pour financer des programmes de réduction des émissions, d'accroissement de l'efficacité énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.

Je demande respectueusement à toutes les nations, en particulier aux plus développées d'entre elles, de contribuer à la création de ce Fonds vert qui permettra l'élaboration d'outils financiers pour protéger l'environnement à l'échelle internationale.

Comme l'a dit Octavio Paz, lauréat mexicain du prix Nobel :

« Quelle que soit la forme d'organisation politique et sociale qu'aient adoptée les nations, le problème le plus immédiat et le plus pressant est celui de la survie de l'environnement naturel. Défendre la nature, c'est défendre l'homme. »

Nous n'avons ni temps ni marge de manœuvre pour nous permettre de fuir nos responsabilités face à un autre défi mondial qui touche plus particulièrement les plus pauvres, à savoir la hausse internationale des prix des denrées alimentaires. Nous devons agir de manière résolue et au niveau mondial pour éviter que

ce phénomène n'anéantisse les efforts entrepris pour surmonter la pauvreté.

Pour garantir la sécurité alimentaire, le Gouvernement mexicain a entrepris des actions visant à faciliter l'approvisionnement en produits alimentaires et l'accès à ces produits grâce à une série de mesures, parmi lesquelles une réduction spectaculaire des taxes à l'importation des produits de base, l'appui à la production, aux infrastructures d'irrigation et à la productivité des campagnes, ainsi que la création d'une réserve stratégique nationale de produits de base et, d'autre part, l'augmentation des prestations financières directes et des aides financières directes et assorties de conditions aux 6 millions de familles les plus pauvres du pays, afin de compenser la hausse des prix des denrées alimentaires.

Le fait est qu'un grand nombre de pays non seulement ne pourront pas atteindre les objectifs fixés lors du Sommet mondial de 2000, mais que leur lutte contre la pauvreté a déjà essuyé des échecs en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires. En dépit de ce climat défavorable, le Mexique est pratiquement en train de réaliser tous les objectifs du Millénaire pour le développement. En fait, nous nous sommes fixé de nouveaux objectifs que l'on retrouve dans notre plan de développement national. Pour relever ce défi, le Mexique a augmenté de manière notable ses dépenses sociales, notamment dans l'éducation, la santé et le développement humain. L'année prochaine, nous allouons 125 milliards de dollars, soit 60 % de notre budget, aux dépenses sociales.

Ainsi par exemple, le programme – appelé « Oportunidades » – de prestations directes en espèces versées aux familles à la condition qu'elles envoient leurs enfants à l'école ou, dans le cas des groupes les plus pauvres de la population, aillent régulièrement chez le médecin, a permis de réduire l'extrême pauvreté dans le pays. Au cours des 10 dernières années, le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de l'extrême pauvreté est tombé de 38 à 15 millions. Nous avons également instauré l'enseignement de base pour tous et nous nous sommes également fixé très clairement pour objectif de parvenir, d'ici à 2011, à la situation idéale pour chaque pays en matière de santé : une couverture médicale universelle, c'est-à-dire des médecins, des médicaments et des traitements pour toutes les Mexicaines et tous les Mexicains.

Nous vivons à une époque de coresponsabilité. Chacun sait que dans un univers mondialisé, les conséquences de nos actions transcendent les territoires nationaux et affectent l'ensemble de la planète. Les défis auxquels le Mexique et l'Amérique latine sont confrontés en matière de sécurité sont un bon exemple de nos problèmes communs; le trafic de stupéfiants, d'armes et d'êtres humains ne connaît pas de frontières. L'Amérique latine est aujourd'hui l'une des régions du monde qui connaît le plus grand nombre de morts violentes, ce qui constitue un obstacle majeur à notre développement.

Le Mexique fait face avec détermination à la délinquance et au crime transnational organisé qui menacent notre société et nos institutions démocratiques. Les familles mexicaines ont décidé de vivre dans un Mexique pacifique et respectueux des lois, dans un Mexique qui ne tolère ni l'impunité ni la criminalité. C'est pourquoi nous menons une lutte frontale contre la délinquance. Cette lutte exige cependant une coresponsabilité internationale. Face à cette menace, le Mexique appelle encore une fois toutes les nations à rechercher de nouvelles formes de coopération. L'élimination de ces fléaux est un élément fondamental tant de la politique de sécurité nationale du Mexique que du programme d'action international que nous promouvons.

À ces problèmes vient également s'ajouter la remise en question croissante des principes et des valeurs défendus par l'ONU que l'on croyait profondément enracinés dans la communauté des États. Prétendant parfois de besoins de sécurité et, d'autres fois, de la prééminence des droits économiques et sociaux, d'aucuns ont affaibli et remis en question les fondements de la démocratie et des droits de l'homme. Alors que l'on célèbre le sixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Mexique engage les États Membres à défendre les valeurs universelles qui sont la condition du développement humain et de l'état de droit.

Les flux migratoires sont un autre phénomène mondial de notre temps. Il y a dans notre monde actuel plus de 200 millions de personnes qui vivent en dehors de leur pays d'origine. Les causes des migrations internationales sont complexes – allant de la consolidation des processus d'intégration, la demande de main-d'œuvre et l'absence de bonnes conditions économiques à la persistance de conflits internes ou interétatiques. Cette population comprend des millions de Mexicains qui vivent ici, aux États-Unis, où ils sont

venus chercher des conditions de vie dignes pour leur famille.

On ne saurait réduire les migrations à une simple question de sécurité, pas plus qu'on ne peut les gérer comme un simple phénomène économique. C'est pourquoi le Mexique estime que la communauté internationale doit adopter une vue d'ensemble de ce phénomène qui permette à ces flux migratoires d'être légaux, sûrs, ordonnés et respectueux de la dignité humaine. L'ONU doit assumer sa pleine responsabilité face à ce phénomène mondial au nom du principe de la responsabilité partagée entre pays d'origine, de transit et de destination.

Le terrorisme, quelles qu'en soient les justifications ou les motivations idéologiques, n'a et ne doit avoir aucune place dans la communauté des valeurs que nous avons édifîée avec tant de difficulté. Le Mexique le condamne et réaffirme sa volonté de coopérer, sur la base du droit international, afin de prévenir les actes de terrorisme et d'en punir les auteurs.

Le paradoxe est que tous ces problèmes ne pourront être traités et réglés que par une action au niveau mondial, laquelle exige la médiation de l'ONU.

Au Mexique, nous ne voulons pas nous soustraire à nos responsabilités mondiales, et nous n'allons pas le faire. Nous voulons être des acteurs, non pas des spectateurs, de la transformation du monde. Nous sommes résolus à renforcer notre activisme. Au niveau international, le Mexique occupe la onzième place sur le plan démographique, et la douzième sur le plan économique, et il a pour tradition de longue date d'apporter son concours à la paix et au droit international.

C'est pourquoi nous voulons faire preuve de responsabilité et d'engagement vis-à-vis du bien commun des nations. C'est pourquoi le Mexique a posé sa candidature à un siège non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2009-2010. S'il est élu, mon pays s'engage à agir dans le respect des valeurs fondamentales de la communauté internationale : la prévention et le règlement pacifique des différends; l'interdiction du recours ou de la menace du recours à la force; et le respect des principes de la Charte des Nations Unies, du droit international et des droits de l'homme.

Nous aspirons à participer au Conseil de sécurité afin de promouvoir les idéaux du Mexique

démocratique et défenseur de l'état de droit. Nous nous emploierons à appuyer les travaux du Conseil axés sur la reconstruction de sociétés et d'institutions déchirées par les guerres et les nouvelles menaces. Nous ferons en sorte que les différends entre les États se règlent le plus rapidement possible devant la Cour internationale de Justice et que les décisions de celle-ci soient respectées.

Notre génération a la responsabilité historique d'agir ici et maintenant, pour relever avec succès les défis auxquels toute l'humanité est confrontée en ce XXI^e siècle. Nous croyons que l'ONU est l'instance qui représente le mieux la diversité humaine, la pluralité des nations et l'aspiration collective au bien-être et au progrès de notre civilisation. C'est une alliance privilégiée constituée pour garantir un monde de paix et de justice, de sécurité et de développement, et assurer bien-être et perspectives à tous.

Le multilatéralisme est la voie du XXI^e siècle. C'est la réponse intégrale à la mondialisation. En cette nouvelle ère de mondialisation, nous avons besoin d'une organisation mondiale renforcée et rénovée, incarnée précisément par l'Organisation des Nations Unies. Nous devons unir nos forces pour que l'Organisation des Nations Unies puisse faire du rêve de ses fondateurs une réalité : la paix, la sécurité et le développement pour tous les peuples de la planète.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président des États-Unis du Mexique de son allocution.

M. Felipe Calderón Hinojosa, Président des États-Unis du Mexique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Sénégal.

M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Wade : M. Miguel d'Escoto, en vous portant à la présidence de l'Assemblée, les États ont voulu montrer leur foi dans votre riche carrière d'ancien Ministre des affaires étrangères pour conduire avec succès ses travaux. La délégation sénégalaise vous félicite par ma voix, et par la même occasion je voudrais remercier, féliciter notre Secrétaire général Ban Ki-moon qui a montré autant d'initiative depuis qu'il est élu à la tête de notre Organisation, comme le montrent d'ailleurs les dernières réunions concernant très précisément l'Afrique.

La hausse vertigineuse des prix du pétrole, à laquelle ont fait allusion beaucoup de chefs d'État, notamment le Président de la République dominicaine, n'est pas un hasard puisque nous sommes nombreux à dénoncer cette politique oligo-politique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui fixe les prix du pétrole comme ils veulent. Et on nous fait croire que c'est l'augmentation de la demande, comme si nous n'avions pas été à l'école de l'économie.

Des appréciations peu optimistes ont été portées sur notre mouvement, sur notre association. Mais il faut reconnaître que l'objectif fixé par les Membres fondateurs n'a pas été atteint. Je cite, dans l'acte de naissance de notre Organisation, comme objectif « favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ». Je pense que l'Organisation des Nations Unies a rendu énormément de services à l'humanité en résolvant certains conflits et en instaurant la paix dans la longue durée, mais nous sommes obligés de reconnaître aussi ses insuffisances dans beaucoup de domaines, dans le domaine de la paix comme aussi dans le domaine de l'économie.

Aujourd'hui les populations du monde attendent beaucoup de notre réunion, car l'humanité garde toujours l'espoir, heureusement. Cet espoir reste vivace dans les pays dont on dit qu'ils sont les pays pauvres et qu'ils le sont en fait. J'ai l'habitude de dire en ce qui concerne l'Afrique que l'Afrique n'est pas un pays pauvre, c'est un continent qui a été appauvri à travers cinq siècles d'esclavage, un siècle de colonisation et d'exploitation. Mais malgré tout cela, l'Afrique s'est engagée dans la coopération internationale – bilatérale et multilatérale. Au sein de l'Organisation des Nations Unies, nous nous efforçons aussi de contribuer par exemple à la paix, qui est un des objectifs de notre Organisation.

Mais le quotidien nous enseigne les limites de notre système international. Vous l'avez dit Monsieur le Président, le Secrétaire général l'a dit, nous devrions regarder les choses en face et procéder à des réformes, et surtout faire preuve d'imagination et de capacités d'innovation.

D'abord, la question qui nous a préoccupés, nourrir l'Afrique. Nous devons substituer à la politique, ou au concept d'assistance alimentaire, qui était à la base de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), nous devons remplacer ce concept par le concept d'assistance à l'agriculture, car aujourd'hui nous avons prouvé que nous sommes capables de faire une agriculture comme les pays les plus développés. Mais simplement nous souffrons d'un certain nombre de pénuries, les engrais, les semences et les machines, comme je vais le démontrer tout à l'heure. En lieu et place des financements traditionnels, il faut imaginer ce que nous appelons maintenant des financements innovants.

En juin dernier, nous avons lancé un cri d'alarme devant la hausse des prix des matières premières et surtout des produits alimentaires. Le Secrétaire général a demandé à la FAO de convoquer tous les chefs d'État à Rome. Nous avons tous suspendu nos affaires pour aller répondre, en pensant qu'on allait proposer des solutions. On les a proposées les solutions, seulement au moment où je vous parle, on attend encore l'exécution. À l'époque, j'avais bien attiré l'attention sur le fait que les pays du Sahel avaient chaque année trois à quatre mois de pluie pendant lesquels on pouvait cultiver ce que l'on veut si on a justement les moyens, et que après ça, c'est huit à neuf mois de sécheresse.

Cet appel nous l'avons lancé, mais comme le médecin qui ne vient qu'après la mort, nous n'avons vu personne. Heureusement qu'au Sénégal, prévoyant justement cette inefficacité, et la lourdeur des mécanismes mondiaux, nous avons lancé le programme que nous appelons la « Grande offensive agricole pour l'agriculture et l'abondance ». On nous a dit qu'il est trop ambitieux parce qu'il portait sur 800 millions de dollars.

L'hivernage a commencé à la fin du mois de mai. Aujourd'hui nous sommes à la fin, dans un mois ce sera terminé. J'ai le plaisir de vous annoncer que le Sénégal a relevé le défi de l'abondance, au-delà de la suffisance alimentaire. Le Sénégal est le pays qui était, il y a six mois, le plus dépendant du monde du point de vue alimentaire, puisque nous importions tout ce que

nous mangions, à savoir 600 000 tonnes de riz par an. Aujourd'hui, allez voir le Sénégal, survolez le Sénégal, tout est vert. J'ai fait appel à tous les Sénégalais, du pays, de la diaspora, et de partout, et je leur ai dit que chacun prenne 10, 20, 1 000 hectares. Il faut cultiver, cultiver tout ce que vous voulez, pourvu que ce soit des produits alimentaires. Et ce plan adressé aux Sénégalais, à la diaspora, la grande offensive, comme je l'ai dit tout à l'heure, est aujourd'hui une réussite indiscutable. Vous n'entendez pas le Sénégal lancer un appel à la faim, un appel pour l'aide à la faim, un appel pour manger. Nous avons résolu ce problème et nous espérons que nous l'avons résolu définitivement.

Certes, sans l'aide de Dieu, nous n'aurions pas pu le faire. Le programme porte sur 800 millions de dollars, dont le tiers était constitué d'engrais. Mais heureusement, nous avons trouvé sur place de l'engrais phosphaté, directement assimilable par les plantes, ce qui nous a permis d'économiser le tiers de nos investissements. Cela est arrivé, car dans une thèse que j'ai soutenue il y a plus de 50 ans, j'avais indiqué ces phosphates, vous pouvez le trouver. Aujourd'hui, nous sommes allés trouver cette richesse qui était cachée. Mais comme je le dis, pour plaisanter un peu avec les régimes précédents, Dieu la leur avait cachée, et nous, nous l'avons découverte.

L'Afrique a répondu à l'appel de la lutte pour l'environnement. Le Président Obasanjo et moi nous avons lancé la « Grande muraille verte », qui sera un mur d'arbres allant de Dakar à Djibouti, sur 7 000 kilomètres, large de 15 kilomètres. Là encore, on nous a dit, c'est un rêve. Non. Puisqu'au Sénégal, au moment où je vous parle, et comme nous voulons toujours « prouver le mouvement en marchant » comme le disait le vieux philosophe, nous sommes en train de construire 587 kilomètres de cette « Grande muraille verte ». Tout le monde nous soutient, tout au moins dans les déclarations, l'Union européenne, la France, les États-Unis. Nous vous attendons, mais nous attendons surtout les scientifiques pour nous aider à sélectionner les plantes qui peuvent résister à la sécheresse. Cela existe, j'ai fait l'expérience en m'adressant à eux par Internet. Ils sont venus de partout, d'Europe, des États-Unis, des universités américaines, de l'Australie, et c'est pourquoi j'ai demandé qu'on lance à présent l'Association « Science sans frontières ». Et j'ai invité les scientifiques au Sénégal parce que leurs connaissances sont gratuites et qu'ils sont toujours disposés à les mettre à la disposition de l'humanité.

Cette « Grande muraille verte » va s'adosser sur ce que nous appelons les bassins de rétention. Là encore, chaque hivernage, ce sont des milliards de tonnes d'eau qui tombent sur le sol, se perdent en infiltrations ou vont à la mer. Nous essayons de les capter, comme nous l'avons si bien fait dans certains pays comme le Burkina, mais nous l'avons systématisé au Sénégal. L'expérience a été déclarée concluante par la Banque mondiale, et nous voulons aussi construire cette bande de Dakar à Djibouti.

Le Sénégal est ainsi, l'Afrique plus exactement, en train de répondre à l'appel de la communauté internationale en faveur de la lutte pour la protection de l'environnement. Mais, s'agissant de l'environnement, je ne peux pas m'empêcher de dire que la côte africaine est en train de disparaître. Chaque année, quelques centimètres disparaissent du Maroc jusque dans le golfe de Guinée. C'est pourquoi, nous avons déjà convoqué une première réunion, et une autre s'est tenue à Cotonou, il y a quelques jours, pour lutter contre cette érosion côtière.

Le Secrétaire général a lancé un défi à l'Afrique. La Banque mondiale, il n'y a pas très longtemps, avait dit à cinq pays qu'ils étaient capables de réaliser les objectifs du Millénaire, et le Sénégal en faisait partie. Le Secrétaire général a dit qu'aucun pays africain ne réussirait à atteindre les objectifs du Millénaire. Mais moi, qui ai le sens du défi, je relève le défi pour le Sénégal. Je relève le défi pour le Sénégal et ce n'est pas un rêve. Il n'y a pas très longtemps, le Sénégal était très loin dans la liste de classification « Ease of doing Business ». Il y a quelques jours seulement, grâce à nos efforts, en ciblant nos faiblesses que nous avons combattues, le Sénégal vient d'être classé 1^{er} pays d'Afrique dans l'indicateur « Ease of Doing Business » et 5^e pays dans le monde.

Parmi les obstacles, parmi nos faiblesses, sont la mortalité infantile et la mortalité maternelle. Il y a une semaine au Sénégal, nous avons réfléchi et nous nous sommes dit que tant que ce problème serait laissé à l'État, nous n'avancerions pas. Nous avons institué une nouvelle méthode qui consiste, dans chaque quartier des régions les plus affectées, à responsabiliser une femme, en lui demandant de surveiller son quartier, de signaler les grossesses, de conduire les femmes enceintes vers les médecins et de signaler automatiquement tous les problèmes. Nous pensons qu'ainsi, nous pourrions réduire la mortalité infantile et la mortalité maternelle. Nous allons jusqu'à remettre des portables aux femmes de l'intérieur du Sénégal

pour qu'elles puissent signaler les cas aux centres de santé.

Il nous faut inventer de nouveaux mécanismes de mobilisation. C'est ce que nous avons fait avec le groupe pilote sur les contributions de solidarité. Et nous avons lancé le front de solidarité numérique, nous, Africains. Il est devenu un fonds supporté par le monde entier. Nous sommes en train de remédier à la fracture numérique, dénoncée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Au moment où se tiennent nos travaux, ici, plus d'un milliard de musulmans à travers le monde observent le jeûne, l'un des cinq piliers de l'islam. Au-delà du culte, le jeûne est, pour tout musulman, un code de conduite inspiré des valeurs élevées de paix, de partage et de pardon, de respect et d'amour du prochain, quelle que soit son obéissance. Me fondant sur l'esprit et la lettre du message de l'Islam, révélé en ce mois béni de l'Islam, en ma qualité de Président en exercice de l'Organisation de la Conférence islamique, je réaffirme ici l'adhésion de l'Oumma islamique aux principes de culture, de paix et de dialogue des civilisations. Nous disons que nous condamnons l'extrémisme, la violence, l'intolérance et la discrimination, qui sont contraires aux enseignements de l'Islam, et condamnés par notre religion en tant que sources de « fitna », c'est-à-dire de malheur et de discorde. C'est pourquoi, nous sommes disposés à dialoguer avec toutes les civilisations.

Cet idéal de paix des Nations Unies continue d'être à l'épreuve des réalités conflictuelles. Nous avons vu, en ce qui concerne l'Afrique, qu'il y a certainement une réduction du nombre des foyers de tension, mais il reste le Tchad, le Soudan, il reste aussi le Darfour et, en ce qui nous concerne, nous continuerons toujours à mettre nos services à la disposition de la paix et des Nations Unies. Mais, je crois qu'au Darfour, très sincèrement, il n'y aura pas de solution tant qu'on n'aura pas désarmé, je dis bien désarmé, toutes les forces des groupes qui sont parfaitement identifiés. Au Zimbabwe, nous nous félicitons des progrès qui sont en train d'être faits. En Mauritanie, nous sommes, en tant que pays voisin, très attentifs à ce qui s'y passe. Mais je dois réaffirmer ici que nous sommes attachés à la légalité républicaine, conformément à la voie tracée par l'Union africaine.

Au Moyen-Orient, nous poursuivons nos efforts, car on a fait appel à nous dans le dialogue entre les

Palestiniens, et dans le dialogue entre Israël et la Palestine.

Depuis des années, je ne cesse de regretter une certaine inefficacité dans la pensée économique, car l'échec auquel nous nous heurtons aujourd'hui, c'est aussi l'échec des économistes, l'échec des financiers, et plus généralement l'échec de l'intelligentsia. J'ai beaucoup apprécié l'appel lancé à l'intelligentsia tout à l'heure par le Président de la République dominicaine.

Pour ma part, je continue à croire que la solution des crises n'est pas dans le Nord. Les crises naissent dans le Nord, mais elles ne trouveront pas une solution dans le Nord.

L'économie mondiale partie de l'Europe est venue aux États-Unis pour créer un nouveau centre de développement qui soutient l'économie mondiale depuis près de deux siècles aujourd'hui. Cette économie est en train de s'essouffler en raison des crises comme celles auxquelles nous assistons aujourd'hui.

Le Président Bush nous a indiqué une solution, préconisée par ses financiers, mais je suis désolé : La solution des crises du Nord se trouve au Sud. La solution se trouve en Afrique.

Au lieu de laisser les capitaux se promener à tort et à travers pour créer des situations inflationnistes, il vaut mieux, en bon keynésien que je suis, vous demander d'investir en Afrique, de créer de la richesse, des emplois en Afrique, continent qui a des ressources matérielles, humaines et qui est capable de jouer à son tour ce rôle de relais de l'économie mondiale essoufflée. Cette économie partie de l'Europe pour aller vers les États-Unis, et qui trouvera son développement définitif en Afrique.

C'est pourquoi nous appelons le monde entier à venir investir en Afrique, car c'est là que se feront – je le pense très sincèrement – les derniers progrès. L'Afrique est en paix malgré deux ou trois foyers de tension qui subsistent encore. Il en existe dans tous les pays, mais avec votre aide, Monsieur le Président, avec l'aide du Secrétaire général de l'ONU et toutes les bonnes volontés, nous sommes sûrs que l'Afrique saura jouer ce rôle, à la condition évidemment que les Africains soient formés le plus rapidement possible pour pouvoir assumer cette mission tout à fait historique.

C'est sur cette note d'espoir qu'en ma qualité de Vice-Président du Nouveau Partenariat pour le

développement de l'Afrique (NEPAD), de Président de l'Organisation de la Conférence islamique, je lance un appel à tous pour poursuivre les efforts dans le sens de la paix, de l'investissement en Afrique.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Sénégal de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

M. Pohamba (Namibie), Vice-Président, assume la présidence.

Allocution de M. Hâmid Karzai, Président de la République islamique d'Afghanistan

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République islamique d'Afghanistan.

M. Hâmid Karzai, Président de la République islamique d'Afghanistan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hâmid Karzai, Président de la République islamique d'Afghanistan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Karzai (*parle en anglais*) : Depuis la dernière fois que nous nous sommes rassemblés dans cette salle, une année riche en espoirs et en craintes s'est écoulée. Nous avons été les témoins des performances humaines glorieuses et porteuses d'espoirs réalisées aux Jeux olympiques de Beijing, mais nous avons frémi face à l'effondrement de la Bourse et du marché de l'immobilier dans le monde. Une entente se dessine de plus en plus au niveau mondial sur les changements climatiques et les questions qui s'y rapportent, mais nous avons vu des millions de vies menacées par les pénuries alimentaires dans de nombreux pays et appris avec incrédulité le massacre brutal d'innocents commis par des terroristes en Afghanistan, au Pakistan, en Inde, en Algérie et dans plusieurs autres régions du monde.

Depuis que j'ai pris la parole à cette tribune lors de la dernière session de l'Assemblée générale, mon pays, l'Afghanistan, a été aux prises avec un certain

nombre de problèmes importants, le plus inquiétant d'entre eux étant celui du terrorisme international. Les forces terroristes ont considérablement accru leurs attaques et redoublé de brutalité, et joui de la liberté dans leurs sanctuaires.

Si l'Afghanistan a payé un lourd tribut du fait de la violence terroriste, ce fléau s'est à présent propagé comme un feu de forêt dans toute la région. Au Pakistan, où jusqu'à une période récente, des groupes extrémistes continuaient de s'employer à déstabiliser l'Afghanistan, aujourd'hui la violence terroriste est malheureusement aussi dirigée contre le territoire et le peuple pakistanais.

Les actes d'intimidation et de violence menés quotidiennement contre des collectivités en Afghanistan et au Pakistan, notamment des deux côtés de la Ligne Durand; l'assassinat de dirigeants tribaux et politiques et l'incendie d'écoles sont le résultat de la multiplication et de la propagation du terrorisme et de l'extrémisme dans la région.

L'odieux attentat contre l'hôtel Marriot à Islamabad au cours du weekend, le bombardement de l'ambassade de l'Inde à Kaboul et les attentats terroristes commis dans les villes indiennes de Bangalore et d'Ahmedabad ont été les manifestations les plus inquiétantes du rayon d'action de plus en plus large des terroristes.

Il ne fait aucun doute que le terrorisme ne disparaîtra pas tant que nous n'aurons pas mis fin à l'appui institutionnel sophistiqué dont jouissent les terroristes dans la région et que nous n'aurons pas éliminé leurs sanctuaires. Cela ne sera possible que si nous nous engageons sur la voie d'une coopération régionale et internationale sincère.

La transition démocratique qui s'est produite au Pakistan, inaugurée par les élections historiques de février dernier, a constitué un événement particulièrement prometteur dans notre région.

En Afghanistan, nous avons chaleureusement salué l'instauration d'un gouvernement civil démocratique. Je saisis d'ailleurs cette occasion pour féliciter à nouveau mon frère, le Président Asif Ali Zardari, pour son élection à la présidence du Pakistan. J'assure mes frères, le Président Zardari et le Premier Ministre Gillani, que l'Afghanistan est prêt à prendre plusieurs mesures pour chacune de celles que le Pakistan prendra pour relever le défi que posent l'extrémisme et le terrorisme.

Étant donné que le terrorisme dans notre région continue à représenter une menace mondiale, dont la nature et les tactiques évoluent, il faut continuer sans relâche à le combattre. À cet égard, j'exprime de nouveau ma satisfaction au sujet du Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui s'est tenu cette année à Bucarest, où environ 40 pays participant à l'opération militaire en Afghanistan ont réitéré leur ferme détermination de maintenir leur engagement.

L'un des résultats les plus significatifs du sommet est l'accent mis sur le transfert des responsabilités de sécurité aux autorités afghanes pour assurer une durabilité et une efficacité accrue. À cette fin, j'appelle la communauté internationale à redoubler d'efforts en vue de permettre aux institutions de sécurité nationale afghanes, tant l'armée que la police, d'assumer un plus grand rôle dans la guerre contre le terrorisme et dans la protection de notre population.

Surtout, il est vital de confier la responsabilité des opérations militaires aux Afghans si l'on veut traiter efficacement le problème des pertes civiles. Si ces pertes devaient se poursuivre, cela pourrait compromettre gravement la légitimité de la lutte contre le terrorisme et la crédibilité du partenariat du peuple afghan avec la communauté internationale.

Si l'action militaire aux niveaux régional et international reste la première réponse à la menace du terrorisme, le succès ne sera possible que si l'on donne à la population locale les moyens de faire face. Par conséquent, étant donné que le terrorisme et un climat d'insécurité persistant font obstacle à la croissance de l'Afghanistan, nous devons faire ce qu'il faut pour gagner la bataille du développement économique afghan.

En juin dernier, mon gouvernement a lancé la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan à la conférence des donateurs de Paris. Si les promesses faites à cette occasion sont tenues dans les temps, j'ai bon espoir que nous atteindrons les objectifs de développement énoncés dans notre Stratégie.

Au nom du peuple afghan, je remercie le Président Nicolas Sarkozy de la France pour son rôle moteur dans l'excellente organisation de la conférence de Paris. Je remercie également les États-Unis et tous les autres pays du monde qui se sont généreusement engagés en faveur de la mise en œuvre de notre Stratégie nationale de développement.

Comme dans le secteur de la sécurité, la prise en main par les Afghans du processus de développement est la clef non seulement de l'appropriation mais aussi de la mise en œuvre effective de la Stratégie de développement. Cette prise en main peut se faire grâce à un engagement significatif de nos amis et des donateurs pour assurer l'efficacité de l'aide. Dans ce contexte, tout en appelant vivement à renoncer à l'utilisation de structures parallèles et de mécanismes inefficaces, j'approuve résolument le rôle de l'ONU et du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide, pour ce qui est de coordonner la participation de la communauté internationale au développement et aux processus d'édification de l'État en Afghanistan.

Grâce aux sacrifices généreux d'hommes et de femmes des États Membres et à la détermination et aux sacrifices de notre propre population, le cheminement de l'Afghanistan vers la reconstruction est clairement en cours. Aujourd'hui, nos citoyens sont plus instruits, en meilleure santé, plus riches et plus optimistes quant à leur avenir. Nous avons construit des milliers de nouvelles écoles et en avons reconstruit bien davantage, et des millions de nos jeunes y suivent des cours et s'y préparent aux responsabilités de demain. Notre croissance économique rapide, qui connaît des taux à deux chiffres presque tous les ans, fait que les revenus de notre population sont plus élevés et leurs conditions de vie meilleures. Nos programmes de développement rural améliorent la vie quotidienne dans des milliers de villages qui n'avaient auparavant jamais reçu la visite d'un agent de l'État.

Nous avons également pris un certain nombre de mesures juridiques et institutionnelles pour intensifier nos efforts de lutte contre la corruption, notamment en créant un bureau de surveillance et d'action contre la corruption, y compris des unités spéciales au Ministère de la justice et dans les tribunaux pour superviser les initiatives visant à éliminer la corruption par des mesures préventives, éducatives et répressives. Nous sommes résolus à obtenir des résultats plus concrets dans les années qui viennent.

Autre évolution importante, en matière de lutte antidrogue, nous avons cette année enregistré un recul de 20 % au niveau de la production totale d'opium, et le nombre de provinces sans pavot s'élève maintenant à 18, ce qui signifie que la moitié du pays est pratiquement débarrassée du pavot. Pour pérenniser notre réussite, il nous faudra offrir d'autres moyens de subsistance à nos agriculteurs, investir davantage dans le maintien de l'ordre et les interdictions, et surtout

remédier aux aspects bien plus larges du commerce mondial de la drogue en dehors de l'Afghanistan, comme la réduction de la demande sur les marchés étrangers et les contrôles plus stricts aux frontières.

Notre action en matière de lutte antidrogue et dans d'autres domaines se voit compliquée par la grave pénurie alimentaire qui frappe le pays. En collaboration avec l'ONU, nous avons lancé un appel humanitaire qui, espérons-nous, recevra une réponse rapide de la part de nos partenaires au sein de la communauté internationale.

La Charte des Nations Unies promet la liberté, la justice, une vie digne, la sécurité et la paix, et il nous incombe à tous d'œuvrer ensemble pour veiller à ce que ces promesses soient tenues. Aujourd'hui, il y a encore trop d'endroits dans le monde où des conflits et des tensions mettent en danger la vie et la subsistance de millions de personnes.

Nous avons une profonde compassion pour nos frères et sœurs de Palestine qui luttent et souffrent. Nous appelons instamment à un règlement juste et complet qui réalise pleinement les droits du peuple palestinien, y compris son droit à un État indépendant, vivant en paix côte-à-côte avec l'État d'Israël.

Aujourd'hui, une fois encore, cette session de l'Assemblée nous rassemble à un moment où notre monde est écartelé entre de grandes possibilités et des difficultés menaçantes. Je suis sûr que nous ferons bon usage de notre capacité collective croissante, en tant que communauté de nations, de faire ce qui est juste pour l'amélioration de notre monde.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République islamique d'Afghanistan de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Hâmid Karzai, Président de la République islamique d'Afghanistan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Burkina Faso.

M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Compaoré : J'adresse à M. d'Escoto-Brockmann mes sincères félicitations pour son élection à la présidence de nos travaux et l'assure du total soutien du Burkina Faso. J'exprime à son prédécesseur, M. Kerim, toute mon appréciation pour la compétence avec laquelle il a conduit les travaux de la soixante-deuxième session.

Il me plaît également de rendre un hommage mérité au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, qui s'investit avec clairvoyance et abnégation pour mener à bien les réformes de notre Organisation, dans la perspective de la construction d'un monde sûr et en progrès continu. Je lui renouvelle particulièrement nos chaleureux remerciements suite à la visite qu'il a effectuée en avril dernier dans notre pays.

La présente session de l'Assemblée générale, qui intervient à mi-parcours de l'échéance que nous nous sommes fixée pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement, se tient également dans un contexte international marqué par des menaces pour la paix mondiale. Aux crises alimentaire et énergétique est venue se greffer une crise financière d'une exceptionnelle gravité. C'est donc une session charnière qui nous offre une formidable occasion d'évaluer les actions accomplies et de prendre les mesures correctives nécessaires.

À cet égard, je salue l'initiative d'organiser une réunion de haut niveau consacrée à l'examen à mi-parcours des objectifs du Millénaire pour le développement, dont les conclusions, j'en suis persuadé, aideront à la formulation de stratégies appropriées pour accélérer leur réalisation.

La crise alimentaire que le monde vit a suffisamment montré l'inconséquence de nos politiques agricoles et la fragilité de nos systèmes de production et de commercialisation. Il est urgent d'améliorer le fonctionnement des institutions internationales concernées, de relancer les investissements en faveur de l'agriculture et de soutenir les organisations paysannes et professionnelles dans des partenariats innovants. Pour ce faire, il est important de nous engager pour des investissements massifs dans le monde rural, une meilleure organisation des

producteurs, une plus grande maîtrise de l'eau, une distribution plus efficace des semences et des engrais, et un accès plus facile à la terre.

Quant à la crise énergétique, elle oriente nos recherches de solutions durables vers les ressources renouvelables – solaire, nucléaire, éolienne et les bioénergies – en raison de l'impact du facteur énergie sur les stratégies de développement des États.

L'aide publique au développement connaît un fléchissement ces dernières années, portant à la fois sur son volume et sur son efficacité. Au-delà de la question centrale et récurrente du volume de l'aide publique au développement, quatre autres dimensions m'apparaissent fondamentales. Il s'agit de, premièrement, l'appropriation des politiques économiques et le soutien au renforcement des capacités de gouvernance de nos États; deuxièmement, l'harmonisation et la simplification des procédures des donateurs; troisièmement, l'alignement progressif de l'aide sur les priorités et programmes nationaux de développement; quatrièmement, une meilleure coordination des interventions des partenaires techniques et financiers sur le terrain, sous le leadership des gouvernements.

Ce sont là les exigences majeures pour une aide publique plus efficace. C'est l'occasion d'exprimer ma reconnaissance à l'ensemble de nos partenaires de développement, qui nous ont toujours accompagnés dans l'atteinte de résultats encourageants.

Le fléau de la drogue et des stupéfiants représente une menace pour l'Afrique en général et la sous-région ouest-africaine en particulier. Utilisées comme points de départ et de transit pour l'exportation de drogues illicites, certaines parties de nos territoires sont confrontées à une véritable criminalité transfrontalière. L'éradication rapide de ce fléau commande la solidarité et le soutien actif de la communauté internationale.

En ce qui concerne les questions environnementales, la communauté internationale doit s'investir davantage en vue d'apporter des réponses appropriées aux dérèglements climatiques sur notre planète. Des réflexions scientifiques et politiques courageuses doivent être menées aujourd'hui, afin de prévenir la détérioration de l'environnement et de préserver, pour les générations futures, un écosystème non dégradé.

La résolution des conflits dans le monde, et singulièrement sur le continent africain, constitue un

défi majeur pour la communauté des nations. Le Burkina Faso, qui assure la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, s'évertue à apporter sa contribution au renforcement de la paix et de la sécurité, facteurs indispensables au progrès et à la démocratie. En Afrique, des foyers de tension persistent, mais il y a lieu de saluer les progrès remarquables obtenus par de nombreuses médiations engagées dans les différentes régions, démontrant ainsi la capacité des Africains à résoudre par eux-mêmes leurs différends.

Au Darfour, la décision du Conseil de sécurité a permis le déploiement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies. Le Burkina Faso, qui prend part à cette opération de maintien de la paix, salue la nomination de M. Djibril Yipènè Bassolé en qualité de Médiateur en chef conjoint Union africaine-ONU pour le Darfour. En raison de la complexité de sa mission, j'appelle la communauté internationale à lui apporter son appui et à œuvrer à une reprise rapide du dialogue politique et au renforcement des capacités opérationnelles de la force hybride.

Nous sommes également préoccupés par le délitement de l'État somalien et les situations de crises postélectorales. Concernant le Sahara occidental, les efforts déployés par les protagonistes au conflit, et notamment par le Royaume du Maroc, ainsi que l'appel du Conseil de sécurité pour un règlement empreint de réalisme, offrent des perspectives encourageantes.

La zone sahélo-saharienne est depuis plusieurs années en proie à une insécurité récurrente. Des efforts collectifs de dialogue et de concertation sont nécessaires pour y ramener la paix et la sécurité. À ce titre, nous saluons et soutenons l'Accord d'Alger intervenu récemment entre le Gouvernement malien et les rebelles touaregs.

Le Burkina Faso se félicite également des avancées enregistrées au Moyen-Orient. Le raffermissement de la souveraineté du Liban, la création d'un État palestinien viable et la garantie de la sécurité d'Israël contribueront à l'établissement d'une paix durable dans la région.

Au sujet du nucléaire iranien, je souhaite que la raison l'emporte et que les négociations puissent concilier le droit de l'Iran à acquérir le nucléaire civil et les craintes légitimes de la communauté internationale d'une prolifération du nucléaire militaire.

En Afghanistan et en Iraq, la situation demeure tragique, avec son lot quotidien de victimes, dont les plus nombreuses sont des civils innocents. Le Burkina Faso continuera de s'investir avec l'ensemble de la communauté internationale pour le rétablissement de la paix dans ces pays.

L'actualité, aujourd'hui, est dominée par le conflit dans le Caucase. Tout en réaffirmant son soutien aux pourparlers conduits sous l'égide de l'Union européenne, le Burkina Faso souhaite que la solution à cette crise se base sur un dialogue inclusif et sur le respect de la légalité internationale.

Je note avec satisfaction un réchauffement des relations entre la République de Chine – Taiwan – et la République populaire de Chine. Je souhaite vivement que ce nouvel état d'esprit ouvre la voie à la participation de Taiwan aux activités des organismes internationaux.

Depuis quelques années, l'ONU est engagée dans un processus de réformes qui devrait se traduire par une efficacité accrue de son action face aux exigences du monde moderne. En dépit des progrès considérables réalisés, le chemin à parcourir demeure long. Notre volonté d'y parvenir doit cependant rester constante.

Le Burkina Faso a résolument foi dans le multilatéralisme et en la solidarité entre les peuples. Il réaffirme sa disponibilité à apporter sa contribution partout où il sera sollicité pour la préservation et la consolidation de la paix, du développement et de la démocratie.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Burkina Faso de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Shimon Peres, Président de l'État d'Israël

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de l'État d'Israël.

M. Shimon Peres, Président de l'État d'Israël, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Shimon Peres, Président de l'État d'Israël, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Peres (*parle en anglais*) : Plus de soixante années se sont écoulées depuis que l'Assemblée générale a adopté la résolution historique qui aurait pu mettre fin au conflit israélo-arabe. La résolution 181 (II) demandait la création d'un État juif et d'un État arabe. Son titre était « Plan de partage avec union économique ». Elle prévoyait deux États pour deux peuples, satisfaisant ainsi des aspirations nationales distinctes. Le peuple juif a adopté cette résolution et a créé l'État d'Israël. Les arabes, eux, l'ont rejetée et cela a conduit à la guerre.

Ce qui est arrivé durant les années qui ont suivi est bien différent des intentions premières de la résolution. Même si les choses ont bien changé depuis cette date, l'ironie de l'histoire est telle qu'aujourd'hui nous sommes confrontés à des circonstances similaires. Aujourd'hui, une fois de plus, nous nous retrouvons au beau milieu du lac et il est absurde de faire marche arrière. C'est en poursuivant la route que nous verrons à quel point nous sommes proches de notre objectif initial.

Un an avant qu'Israël n'accède au statut d'État, son premier Premier Ministre, David Ben Gourion, m'a contacté, moi un jeune du kibboutz, pour servir notre défense nationale. Depuis lors, je n'ai cessé de prendre part à la réalité agissante d'Israël, à savoir l'édification de la sécurité et la quête de la paix. Je n'ai besoin d'aucun livre pour connaître l'histoire, puisque je l'ai miraculeusement vue s'écrire sous mes yeux. Nous avons connu sept guerres. Toutes les parties ont payé un lourd tribut. Les larmes continuent de couler sur les joues des mères endeuillées. Les jours du souvenir, l'air s'emplit des prières silencieuses des familles qui ont perdu un jeune garçon ou une jeune fille sur le champ de bataille. Morts, ils ont à jamais le même âge, aujourd'hui encore.

Conscient que le prix de la vie rend une paix imparfaite plus précieuse que d'impeccables victoires, Israël a transformé ses victoires militaires en processus de paix.

Nous sommes parvenus à deux accords de paix, le premier, avec le plus grand des pays arabes, l'Égypte, et le second, avec le Royaume hachémite de Jordanie.

Tous les territoires, toutes les ressources en eau et toutes les ressources naturelles qui étaient tombés entre nos mains du fait de la guerre ont été intégralement restitués une fois la paix signée.

Mais dans l'intérêt de la paix, la nécessité aujourd'hui est de réparer la nature abîmée et la terre meurtrie qui mènent à la pauvreté. Si nous ne vainquons pas le désert, la soif et la pollution, c'est eux qui nous vaincront. Les partenariats peuvent répondre à cette nécessité. La nature n'a en effet pas de passeport.

Nous négocions une paix totale avec les Palestiniens. Les deux parties sont convenues de la création d'un État palestinien vivant aux côtés d'Israël, dans la paix, la sécurité et le respect. Nous avons tenté de conclure ces négociations cette année. Visiblement, cela prendra plus de temps. Mais je crois que l'on peut malgré tout y arriver dans le courant de l'année prochaine.

Je sais que notre Premier Ministre est tout à fait prêt à conclure un accord. Et connaissant également le Président Abbas, je suis sûr qu'il ne manquera pas une telle occasion. Nous sommes prêts à faire des progrès, en dépit des possibles changements qui pourraient intervenir à la tête de l'État. Certains fossés ont été réduits grâce à la négociation, notamment, du moins je l'espère, ceux relatifs au territoire.

Mais la paix n'est pas juste une question de compromis territoriaux. Des pseudo-politiciens continuent de rejeter la paix même lorsque les différends territoriaux ont été réglés. Au Liban, nous avons appliqué les résolutions de l'ONU, mais le Hezbollah a décidé de paralyser le pays et de barrer la route vers la paix.

Nous nous sommes totalement retirés de Gaza et nous y avons démantelé toutes nos colonies de peuplement. Je sais que les colonies de peuplement suscitent de nombreuses plaintes. Mais à Gaza, où, sur ordre du gouvernement, nous avons démantelé 30 colonies, le Hamas a répondu par une prise de contrôle sanglante, transformant la zone en une base de lancement de roquettes.

Ces activistes n'offrent aucune alternative positive, ils ne proposent que les souffrances de Job. En plus des attaques à la bombe, ils ont maintenant recours aux enlèvements, tirillant des familles innocentes. Du haut de cette tribune, je demande la libération immédiate de Gilad Shalit, fils d'Aviva et de Noam, une famille totalement éprise de paix.

L'Assemblée devrait faire de la libération de cette personne l'une de ses toutes premières priorités. Le maintien d'une personne en otage à Gaza entraîne l'isolement de Gaza et pourrait aboutir à une nouvelle dégradation.

Au cœur de cette violence et de ce fanatisme se trouve l'Iran. L'Iran représente un danger pour le monde entier. Sa d'hégémonie religieuse et de domination régionale divise le Moyen-Orient, réduit les chances de parvenir à la paix, y compris entre les Arabes, et en même temps, sape les droits de l'homme.

L'appui accordé par l'Iran au Hezbollah divise le Liban, et son appui au Hamas, les Palestiniens, ce qui retarde la création d'un État palestinien. Hier, à cette même tribune, le dirigeant iranien a répété les pires calomnies antisémites – les « Protocoles des sages de Sion » – redonnant ainsi vie à l'une des pires machinations jamais ourdies contre le peuple juif. La négation abjecte de l'Holocauste par l'Iran fait fi de preuves incontestables, est d'un cynisme offensant à l'égard des survivants de la Shoah et contredit les résolutions adoptées par cette même Assemblée.

L'Iran continue de mettre au point de l'uranium enrichi et des missiles de longue portée et a instauré une religion de la peur qui est contraire à l'appel lancé par le Seigneur de respecter la vie humaine : tous les êtres humains; et toutes les formes de vie. Le peuple iranien n'est pas notre ennemi. Le problème tient au fanatisme de son gouvernement qui est le malheur du monde. Le dirigeant iranien est un danger pour son propre peuple, pour la région et pour le monde. Il déshonore les traditions de ce peuple ancien. Il déshonore les valeurs de l'Islam et de toutes les religions. Il déshonore cette Organisation, l'Organisation des Nations Unies, et ses valeurs et principes fondamentaux. Sa présence ici est une honte.

Au cours de l'histoire, le peuple juif a toujours su qu'il devait rester ferme face au mal. L'humanité éclairée doit assurer la victoire de la liberté et du respect pour nous tous.

Téhéran a tout à la fois des missiles de longue portée et des vues à court terme, ce qui laisse augurer des drames. Il incombe à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité de prévenir ces malheurs avant qu'ils ne se produisent.

Israël a montré que les démocraties sont capables de se défendre. Nous sommes capables de nous

défendre et nous n'avons pas l'intention de modifier cette capacité de nous défendre.

Le terrorisme n'a réglé aucun problème. Cela n'a jamais été et ne sera jamais le cas. Il rendra le monde ingouvernable. Si on laisse des groupes de tueurs menacer des masses innocentes, le monde – s'il continue à survivre – ne connaîtra plus ni ordre ni sécurité : il sera un champ de bataille désespéré. Le monde libre doit s'y opposer; il doit lutter ensemble contre ce fléau.

Pour sa part, Israël continuera de rechercher la paix, sincèrement et sans réserve. Nous proposons une paix immédiate avec le Liban. Les Premiers Ministres israéliens ont indiqué à la Syrie qu'au nom de la paix, nous sommes prêts à examiner un compromis global. Pour établir un climat de confiance et gagner du temps, nous avons proposé de rencontrer directement le Président Assad. Et je lui dis : « Suivez l'exemple fructueux du Président Sadat et du Roi Hussein ». Nous attendons une réponse.

Je sais que certains craignent que la paix ne soit hors de portée, mais l'expérience de toute ma vie me fait voir les choses autrement. Certes, notre périple a connu – j'ai pu le constater – des périodes de stagnation et de régression, ainsi que des échecs mais, aujourd'hui, je vois une route qui mène dans la bonne direction. Outre les accords de paix, il y a eu toute une série de sommets : Madrid, Oslo, Wye, Camp David, Charm el-Cheikh, Annapolis. En fait, Israéliens et Arabes marchent ensemble vers la paix. Après un long débat interne, Israël a choisi d'appuyer la solution de deux États.

Qui plus est, je dois dire qu'à Beyrouth, la Ligue arabe a remplacé les trois « non » de Khartoum – non à la paix, non à la négociation, non à la reconnaissance – par une initiative prise par le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud. Je demande au Roi de faire avancer son initiative, laquelle pourrait devenir une invitation à une paix globale susceptible de transformer un champ de bataille en un terrain d'entente.

Je convie avec respect tous les dirigeants à venir parler de la paix à Jérusalem – une ville que nous tenons tous pour sainte – où, descendants du même Père, nous prions tous le même Dieu. Israël acceptera avec plaisir une invitation des Arabes à choisir un lieu où tenir, quand ils le choisiront, un véritable dialogue.

Nous sommes face à une grave crise économique mondiale. C'est peut-être parce que nous sommes

riches et désinvoltes avec l'argent et pauvres et hésitants au niveau des idées, alors que nous vivons à une époque où la science, et non pas la terre, est la base d'une bonne économie. La science ne s'arrête pas aux frontières; elle n'est pas dérangée par la distance. La sagesse ne saurait être conquise par les armées. La connaissance atténue la discrimination car elle repose sur la bonne volonté et transcende la race, la nationalité, la couleur et le sexe.

Les dangers du monde nous unissent et nous divisent simultanément. Ces dangers sont manifestes : la dégradation de l'environnement; la pénurie d'eau et d'énergie renouvelable; la propagation du terrorisme; et, hélas, la pauvreté croissante de millions et de millions d'êtres humains. Les divisions du monde libre risquent d'exacerber ces dangers. Son unité pourrait offrir d'autres solutions en dirigeant les investissements mondiaux vers de nouveaux domaines et vers la solution de grandes questions telles que la santé, la sécurité, l'éducation et l'environnement.

L'avenir n'est pas entre les mains du pétrole ou de l'or. Les avoirs intellectuels, les nouvelles inventions et un enseignement de qualité sont les clefs de notre avenir à tous. Dans notre région, les zones frontalières pourraient devenir des zones économiques où les personnes, les biens et les idées circuleraient en toute liberté. Elles pourraient encourager le tourisme et construire des incubateurs ultramodernes. Elles pourraient pratiquer et moderniser l'agriculture. Ces zones économiques créeraient un million d'emplois et fourniraient des milliards de mètres cubes d'eau dessalée aux Arabes, aux Palestiniens, aux Jordaniens, à Israël – à nous tous. Nous avons déjà commencé à le faire; les premières mesures sont prometteuses.

Le peuple juif célèbre une nouvelle année. Je voudrais, pour terminer, citer le Rabin Nachman de Breslav :

« Que ce soit ta volonté de supprimer la guerre et le bain de sang de ce monde, et de perpétuer les merveilles et la grandeur de la paix. Tous les habitants connaîtront et reconnaîtront la vérité : que nous n'avons pas été mis sur cette terre pour faire la guerre non plus que pour haïr ou faire couler le sang. »

Je vais le répéter en hébreu.

(l'orateur répète la citation en hébreu)

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président

de l'État d'Israël de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Shimon Peres, Président de l'État d'Israël, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le Président assume à nouveau la présidence.

Point 8 de l'ordre du jour (suite)

Débat général

Allocution de M. Wen Jiabao, Premier Ministre de la République populaire de Chine

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République populaire de Chine.

M. Wen Jiabao, Premier Ministre de la République populaire de Chine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Wen Jiabao, Premier Ministre de la République populaire de Chine, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Wen Jiabao (Chine) (*parle en chinois*) : Pour la Chine, cette année a été une année pas comme les autres. Nous avons assisté à deux événements importants. D'abord, nous avons eu un tremblement de terre destructeur à Wenchuan qui a causé de graves pertes en vies humaines et de gros dégâts matériels. Face au désastre, le peuple chinois a fait preuve de beaucoup de force, de courage, de solidarité et de résilience. À l'heure qu'il est, les populations qui ont été touchées par le tremblement de terre ont été relogées correctement, et le travail de reconstruction et de relèvement est en cours. Ensuite, la Chine a accueilli avec succès les Jeux Olympiques à Beijing. Ce grand événement sportif a permis aux athlètes de tous les pays du monde de montrer un réel esprit d'équipe. Cela a également permis au monde de mieux connaître la Chine et à la Chine de mieux connaître le reste du monde.

Dans notre lutte contre le désastre du tremblement de terre et dans nos efforts pour accueillir les Jeux, nous avons reçu compréhension, soutien et aide de la part de la communauté internationale. Je saisis cette occasion pour exprimer ma profonde gratitude au nom du Gouvernement chinois et de son peuple.

Aujourd'hui le monde entier veut savoir dans quelle direction va la Chine, à la fois politiquement et économiquement, après les Jeux Olympiques de Beijing. Laissez-moi vous dire, en termes clairs, que la Chine reste engagée sur la voie du développement pacifique, qu'elle va continuer ses efforts de réforme et d'ouverture, et qu'elle poursuit une politique étrangère indépendante en faveur de la paix. Cette approche sert les intérêts fondamentaux du peuple chinois et des peuples des autres pays. Elle correspond également à la tendance mondiale.

Les Jeux Olympiques qui viennent juste de se terminer se sont tenus en Chine, le plus grand pays en développement du monde. La communauté internationale a salué chaleureusement les efforts déployés par le Gouvernement et le peuple chinois pour les Jeux dont le succès a largement inspiré le peuple et lui a donné davantage de confiance et de force pour parvenir à la modernisation du pays.

En même temps, cependant, nous sommes tout à fait conscients que la Chine est un pays de 1,3 milliard de personnes. Même si son PIB total est l'un des plus élevés au monde, elle est à la traîne derrière plus de 100 pays en termes de revenu mondial par habitant. Le développement entre les zones urbaines et rurales et entre les différentes régions de la Chine est inégal. Les zones rurales, notamment dans l'Ouest de la Chine, sont sous-développées. Des dizaines de millions de Chinois manquent de nourriture et de vêtements.

La Chine est toujours un pays en développement où la productivité reste faible et le développement est entravé par le manque de ressources et d'énergie et par les conséquences environnementales. Notre système de marché économique, notre démocratie et l'état de droit ont besoin d'être améliorées, et certaines questions sociales doivent être résolues. Parvenir à moderniser la Chine est une tâche colossale, et nous avons encore un long chemin à parcourir. Les possibilités comme les défis qui se présentent à nous sont sans précédents. Nous devons saisir les possibilités, être à la hauteur des défis, nous consacrer à l'édification de la nation et nous concentrer sur le développement. Voilà ce à quoi pensent et s'emploient le Gouvernement et le peuple chinois.

On se demande comment la Chine arrive à se développer. La réponse est grâce à une politique de réformes et d'ouverture qui contraste fondamentalement avec la situation fermée, arriérée et sclérosée qui prévalait en Chine depuis de nombreuses

années. Cette politique a libéré les esprits et encouragé les initiatives personnelles, libéré les forces productives, généré un progrès économique et social de grande ampleur, et a redonné de la force et de la vitalité au pays. Sans cette politique, il n'y aurait pas eu de tels changements en Chine dans les 30 dernières années.

Nous poursuivrons les réformes et notre politique d'ouverture pour atteindre l'objectif de modernisation et construire un pays fort, prospère, démocratique, culturellement avancé et harmonieux. Le développement de la Chine aujourd'hui en dépend. Cette stratégie façonnera aussi son avenir. Nous sommes résolus à la suivre.

La nation chinoise a toujours prisé l'excellence de la tradition et elle a eu la sagesse de s'ouvrir à de nouvelles idées et de s'appuyer sur les forces des autres, ce qui lui a été profitable. Trente ans de réformes et d'ouverture ont appris au peuple chinois qu'une croissance économique et un progrès social durables ne peuvent être obtenus que grâce à une restructuration et des réformes économiques et politiques continues dans d'autres domaines. Et ce n'est qu'en s'ouvrant de manière permanente et globale que le pays parviendra à renforcer la puissance et la prospérité nationales. Telle est la conclusion que nous avons tirée de notre pratique, de nos tâtonnements et de nos expériences passées.

Le monde a besoin de paix, car elle seule peut apporter le développement. La Chine aspire sincèrement à un environnement international pacifique afin d'atteindre ses objectifs de développement. Le Gouvernement chinois est déterminé à suivre une politique étrangère indépendante de paix et il est prêt à travailler avec d'autres pays pour faire progresser la noble cause de la paix et du progrès de l'humanité.

Le respect de la souveraineté et la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays sont un préalable à des relations saines entre les États. Son histoire moderne d'humiliation a enseigné au peuple chinois que lorsqu'un pays perd sa souveraineté, son peuple perd sa dignité et son statut. La Chine est résolue à conserver sa souveraineté et son intégrité territoriale durement acquises et ne tolérera aucune ingérence extérieure. Suivant le principe du traitement d'égal à égal, la Chine respecte elle-même la souveraineté et l'intégrité territoriales des autres pays, ainsi que les choix faits en toute indépendance par leur

peuple pour ce qui est de leurs systèmes sociaux et leurs modes de développement.

La Chine est prête à établir des relations amicales avec tous les pays, sur la base de l'égalité et des avantages mutuels, et non sur la base d'une idéologie ou d'un système politique. Dans la gestion des affaires internationales, nous jugeons nous-mêmes du bien-fondé de chaque cause et nous prenons position à la lumière de nos intérêts nationaux et du bien-être des peuples du monde. Nous ne suivrons jamais aveuglément la position des autres, pas plus que nous ne céderons à quelque pression que ce soit. Dans les relations internationales, la Chine ne cherche pas à construire des alliances ou à occuper le devant de la scène, et elle ne le fera jamais.

Le règlement pacifique des différends internationaux est l'un des objectifs fondateurs de l'ONU et un principe essentiel du droit international. La Chine entend résoudre les problèmes historiques et les différends actuels avec les autres pays à travers le dialogue et la négociation. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, la Chine continuera de jouer un rôle actif et constructif dans la promotion du règlement pacifique des problèmes liés aux points chauds internationaux et des conflits régionaux.

La Chine se développe selon un mode pacifique, sans faire de tort à qui que ce soit ni menacer qui que ce soit. La Chine ne cherche pas l'hégémonie actuellement, pas plus qu'elle ne le fera demain. La Chine s'est dotée de capacités militaires à un niveau approprié dans le seul but de sauvegarder sa souveraineté et son intégrité territoriale.

La nation chinoise tire aujourd'hui sa confiance et sa fierté du développement économique du pays, de la justice sociale qui y règne, de la civilité de sa population et de sa force morale. La Chine contribuera, grâce à son propre développement, à la paix et au développement du monde.

Dans la longue histoire de l'humanité, les destinées des pays n'ont jamais été aussi étroitement liées qu'aujourd'hui. Étant donné le caractère mondial des problèmes qui menacent la survie et le développement de l'humanité, telles que le réchauffement climatique, la dégradation de l'environnement, la limitation des ressources, l'apparition fréquente de maladies et de catastrophes naturelles et la propagation du terrorisme, et face à l'interconnexion des défis à relever dans les domaines financier, énergétique et alimentaire, aucun pays ne

peut se croire à l'abri de difficultés ou imaginer résoudre seul les problèmes.

L'instabilité financière actuelle, notamment, a touché nombre de pays, et ses conséquences risquent de s'aggraver encore. Pour y faire face, il nous faut donc tous concerter nos efforts. Si les peuples de tous les pays, y compris leurs dirigeants, parviennent à éliminer l'hostilité, l'exclusion et les préjugés, à se traiter les uns les autres avec sincérité et ouverture d'esprit, et à avancer main dans la main, l'humanité surmontera toutes les difficultés et progressera vers un avenir meilleur et plus radieux.

La Chine, en tant que grand pays en développement responsable, est prête à travailler de concert avec les autres membres de la communauté internationale, pour renforcer la coopération, partager les perspectives qui s'offrent à eux, relever les défis et contribuer à un développement harmonieux et durable à travers le monde.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République populaire de Chine de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Wen Jiabao, Premier Ministre de la République populaire de Chine, est escorté de la tribune.

Allocution de M. José Ramón Machado Ventura, Premier Vice-Président de la République de Cuba

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Vice-Président du Conseil d'État et des ministres de la République de Cuba.

M. José Ramón Machado Ventura, Premier Vice-Président du Conseil d'État et des ministres de la République de Cuba, est escorté à la tribune.

Le Président (*parle en espagnol*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. José Ramón Machado Ventura, Premier Vice-Président du Conseil d'État et des ministres de la République de Cuba, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Machado Ventura (Cuba) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter au nom de Cuba pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Nous sommes à un moment crucial de l'histoire de l'humanité. Les menaces qui pèsent sur le monde mettent en péril l'existence même de l'espèce humaine.

La promotion de la paix, de la solidarité, de la justice sociale et du développement durable est le seul moyen d'assurer notre avenir. Il faut remplacer l'ordre national, injuste et intenable, qui règne actuellement, par un nouveau système véritablement démocratique et équitable, fondé sur le respect du droit international et sur les principes de solidarité et de justice, en mettant fin aux inégalités et à l'exclusion qui sont le lot de la majeure partie de la population de notre planète.

Il n'y a pas d'autres solutions. Les responsables de cette situation – les pays industrialisés, et notamment l'unique superpuissance – doivent assumer leurs responsabilités. On ne peut pas continuer de gaspiller des fortunes colossales pendant que des millions de personnes souffrent de la faim et meurent de maladies curables. On ne peut pas continuer de polluer l'air et d'empoisonner les océans, détruisant ainsi les conditions de vie des générations futures. Ni les peuples ni la planète elle-même ne le toléreront sans que cela entraîne de grands troubles sociaux et de très graves catastrophes naturelles.

Les guerres de conquête, l'agression et l'occupation illégale de pays, les interventions militaires et les bombardements de civils innocents, la course effrénée aux armements, le pillage et la spoliation des ressources naturelles du tiers monde et l'offensive impériale menée pour soumettre les peuples qui défendent leurs droits constituent les menaces les plus graves pesant sur la paix et la sécurité internationales.

Des notions telles que la limitation de la souveraineté, la guerre préventive ou le changement de régime sont l'expression de la volonté de certains de saper l'indépendance de nos pays. La lutte supposée contre le terrorisme et la prétendue promotion des libertés servent de prétextes à l'agression et à l'occupation militaire, à la torture, aux arrestations arbitraires et à la négation du droit des peuples à l'autodétermination; à des blocus injustes et à des sanctions imposées de manière unilatérale; à l'imposition de modèles politiques, économiques et sociaux qui facilitent la domination impériale, au mépris flagrant de l'histoire, des cultures et de la volonté souveraine des peuples.

Le fossé entre les riches et les pauvres se creuse chaque jour. Les objectifs du Millénaire pour le

développement pourtant modestes sont un rêve irréalisable pour les grandes majorités. Pendant qu'un milliard de dollars est gaspillé dans l'armement, plus de 850 millions d'êtres humains souffrent de la faim; 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable; 2,6 milliards de personnes ne disposent pas de services d'assainissement et plus de 800 millions sont analphabètes. Plus de 640 millions d'enfants ne bénéficient pas d'un logement décent; 115 millions d'enfants ne vont pas à l'école primaire et 10 millions d'enfants meurent avant l'âge de 5 ans, dans la majorité des cas, des suites de maladies curables.

Les populations des pays du Sud sont de plus en plus souvent victimes de catastrophes naturelles, dont les conséquences sont encore aggravées par les changements climatiques. Haïti, la Jamaïque, Cuba et d'autres pays des Caraïbes en sont l'illustration. Nous lançons un appel spécial à la solidarité avec le peuple frère d'Haïti, dont la situation est dramatique.

L'augmentation des prix du pétrole résulte d'une consommation irrationnelle, d'une spéculation intense et des aventures guerrières impériales. La quête désespérée de nouvelles sources d'énergie sous-tend la stratégie criminelle que le Gouvernement des États-Unis a mise en œuvre pour transformer les céréales en combustibles.

Pour une grande partie des pays non alignés, la situation est devenue intenable. Nos nations ont payé et devront continuer à payer le prix et à subir les conséquences de l'irrationalité, du gaspillage et de la spéculation de quelques pays du Nord industrialisé qui portent la responsabilité de la crise alimentaire mondiale. Ils ont imposé aux pays en développement la libéralisation du commerce et des mesures financières d'ajustement structurel. Ils ont entraîné la ruine de nombreux petits producteurs; ils ont nié – et dans certains cas – anéanti le développement agricole naissant des pays du Sud, les transformant en importateurs nets de produits alimentaires.

Ce sont eux qui continuent d'octroyer des subventions agricoles scandaleuses tout en imposant leurs règles au commerce international. Ils fixent les prix, monopolisent les technologies, imposent des certifications injustes et manipulent les canaux de distribution, les sources de financement et le commerce. Ils contrôlent les transports, la recherche scientifique, les pools génétiques et la production d'engrais et de pesticides.

Nous ne sommes pas venus ici pour nous plaindre. Nous sommes venus, au nom du Mouvement des pays non alignés, faire entendre et défendre les revendications de milliards d'êtres humains qui réclament la justice et leurs droits. La formule n'est pas difficile et n'exige pas de grands sacrifices. Tout ce qu'il faut, c'est avoir la volonté politique nécessaire, faire preuve de moins d'égoïsme et comprendre de manière objective que, si nous n'agissons pas maintenant, les conséquences pourraient être apocalyptiques et toucheront aussi les riches et les puissants. C'est pourquoi Cuba appelle une nouvelle fois, au nom du Mouvement des pays non alignés, les pays développés à respecter leurs engagements et les exhortons notamment à :

Mettre fin aux guerres d'occupation et au pillage des ressources des pays du tiers monde et libérer une partie au moins des millions de dollars alloués aux dépenses militaires pour les consacrer à l'aide internationale au profit du développement durable.

Annuler la dette extérieure des pays en développement, qui a déjà été remboursée plus d'une fois. Cela permettrait de dégager des fonds supplémentaires qui pourraient être consacrés au développement économique et aux programmes sociaux.

Respecter l'engagement qu'ils ont souscrit de consacrer au moins 0,7 % de leur produit intérieur brut à l'aide publique au développement, sans conditions, pour que les pays du Sud utilisent ces ressources en fonction de leurs priorités nationales et promouvoir l'accès des pays pauvres à de nouveaux financements importants.

Consacrer un quart des fonds gaspillés chaque année dans la publicité commerciale à la production alimentaire, ce qui permettrait de disposer de près de 250 milliards de dollars supplémentaires pour lutter contre la faim et la malnutrition.

Consacrer les fonds affectés aux subventions agricoles dans le Nord au développement agricole du Sud. Nos pays disposeraient ainsi d'environ un milliard de dollars par jour à investir dans la production alimentaire.

S'acquitter des engagements souscrits dans le cadre du Protocole de Kyoto et fixer des objectifs plus ambitieux en matière de réduction des émissions à partir de 2012, sans pour autant tenter d'accroître les restrictions imposées aux pays qui, aujourd'hui encore,

ont des niveaux d'émission par habitant très inférieurs à ceux des pays du Nord.

Promouvoir l'accès des pays du tiers monde aux technologies et appuyer la formation de leurs ressources humaines. Aujourd'hui, le personnel qualifié du Sud est soumis à la concurrence déloyale et aux incitations résultant des politiques migratoires sélectives et discriminatoires appliquées par les États-Unis et l'Europe.

Il est plus urgent que jamais d'instaurer un ordre international démocratique et équitable ainsi qu'un système commercial juste et transparent, dans lequel tous les États puissent prendre souverainement part aux décisions qui les concernent.

Nous sommes profondément convaincus que la solidarité entre les peuples et les gouvernements est possible. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la Voie bolivarienne pour les peuples d'Amérique latine et Petrocaribe en sont la preuve.

Le Mouvement des pays non alignés demeure fidèle à ses principes fondateurs. Nous appuyons la cause du peuple palestinien et son droit inaliénable à l'autodétermination dans un État indépendant et souverain, avec Jérusalem-Est pour capitale. Nous appuyons la cause des autres peuples, dont la souveraineté et l'intégrité territoriale sont menacées, comme le Venezuela et la Bolivie, et nous soutenons le droit de Porto Rico à l'indépendance.

Nous condamnons l'imposition de mesures coercitives unilatérales qui violent le droit international, ainsi que les tentatives pour imposer un modèle unique de système politique, économique et social. Nous nous élevons contre les pratiques négatives qui consistent à classer les pays en fonction des patrons et des intérêts des puissants. Nous nous opposons énergiquement à la manipulation politique et à la politique de deux poids deux mesures en matière de droits de l'homme, et nous rejetons l'imposition sélective de résolutions à motivations politiques contre les pays membres du Mouvement des pays non alignés.

L'établissement du Conseil des droits de l'homme offre l'occasion de franchir une nouvelle étape dans la promotion et la protection de tous les droits de l'homme pour tous, sur la base de la coopération internationale et d'un dialogue constructif. Ceux qui ont été à l'origine de la disparition de l'ancienne Commission des droits de l'homme tentent aujourd'hui de discréditer le Conseil parce qu'ils ne sont pas

parvenus à le faire plier pour qu'il serve leurs intérêts. Ils refusent de prendre part à ses travaux afin d'échapper au contrôle de la communauté internationale dans le cadre de son mécanisme d'examen périodique universel. La légitimité du Conseil ne dépend pas de la perception que l'empire pourrait avoir de son action, mais de sa capacité à s'acquitter de son mandat dans le plein respect des principes d'universalité, d'objectivité, d'impartialité et de non sélectivité dans le traitement des questions relatives aux droits de l'homme.

Le Mouvement des pays non alignés continuera de défendre les intérêts du tiers monde et de promouvoir l'édification d'un monde plus juste, plus démocratique et plus solidaire.

Cuba a dû payer le prix fort pour défendre son indépendance et sa souveraineté. L'héroïque peuple cubain a résisté au blocus le plus long et le plus cruel de l'histoire, imposé par le pays le plus puissant du monde. Bien que cette Assemblée se soit prononcée à plusieurs reprises et de manière écrasante pour que l'on mette fin à cette politique génocidaire, le Gouvernement des États-Unis n'a pas seulement fait fi de la volonté de la communauté internationale mais, méprisant clairement cette dernière, a intensifié sa guerre économique contre Cuba. Jamais la politique étrangère appliquée par un pays contre un autre n'a été accompagnée d'un arsenal aussi large et sophistiqué de mesures agressives dans les domaines politique, économique, culturel, diplomatique, militaire, psychologique et idéologique.

Cuba vient d'être durement frappée par deux violents cyclones qui ont dévasté son agriculture, touché gravement une partie de son infrastructure et endommagé ou détruit plus de 400 000 logements. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier, au nom du Gouvernement et du peuple cubains, tous les pays, organisations et particuliers qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué honnêtement et sincèrement en offrant des ressources ou un appui moral aux efforts de reconstruction entrepris par mon pays. Cela est en franche opposition avec la position du Gouvernement des États-Unis qui persiste à imposer impitoyablement son embargo.

Cuba n'a demandé aucun cadeau au Gouvernement des États-Unis. Il lui a tout simplement demandé, à plusieurs reprises, qu'il lui permette d'acheter les matériaux nécessaires pour reconstruire des logements et remettre en état le réseau électrique,

et qu'il autorise les entreprises américaines à fournir des crédits commerciaux privés à Cuba afin qu'elle puisse acheter des produits alimentaires. La réponse a été négative et s'est accompagnée d'une tentative de manipulation de l'information de sorte que le Gouvernement des États-Unis donne l'impression de s'inquiéter du bien-être du peuple cubain, et que le Gouvernement cubain soit perçu comme étant celui qui refuse cette offre.

Si les États-Unis se souciaient réellement du sort du peuple cubain, le seul comportement moral et éthique envisageable serait de lever le blocus imposé à Cuba pendant 50 ans, un blocus qui viole les normes les plus élémentaires du droit international et de la Charte des Nations Unies. Cette politique irrationnelle poursuit un objectif clair : détruire le processus de réformes révolutionnaires profondes entrepris par le peuple cubain depuis 1959, en d'autres termes fouler aux pieds son droit à l'autodétermination, le priver de sa liberté et de ses acquis politiques, économiques et sociaux, et le ramener aux conditions de néocolonialisme qu'il connaissait auparavant.

Le gouvernement de Bush prétend justifier l'intensification de sa politique contre Cuba en recourant, une fois de plus, à la tromperie et aux mensonges, avec le cynisme et l'hypocrisie qui le caractérisent. Sa détermination à dominer et à recoloniser Cuba est présentée comme rien de moins qu'une entreprise visant à faire prévaloir la liberté et la démocratie.

Qui, mis à part ses complices, reconnaît aujourd'hui une quelconque autorité au Gouvernement des États-Unis en matière de démocratie et de droits de l'homme? De quelle autorité pourrait se réclamer un gouvernement qui traque et maltraite de manière extrêmement cruelle les migrants illégaux qui tentent de franchir leur frontière Sud, qui légalise la pratique de la torture et maintient dans des camps de concentration – comme celui qui a été installé sur le territoire qu'il occupe illégalement sur la base américaine de Guantanamo – des personnes dont la culpabilité n'a pas été prouvée et qui ne répondent d'aucun chef d'accusation? Quel respect mérite un gouvernement qui s'en prend à la souveraineté d'autres États sous prétexte de lutter contre le terrorisme, et qui,

dans le même temps, garantit l'impunité de terroristes anticubains? Quelle justice peut donc promouvoir une administration qui détient illégalement dans ses prisons cinq patriotes cubains qui cherchaient seulement à obtenir des informations pour neutraliser les agissements de groupes terroristes opérant contre Cuba à partir des États-Unis?

Cuba apprécie la solidarité que lui a témoignée l'Assemblée générale dans sa lutte contre le blocus et les agressions qu'elle doit affronter depuis bientôt 50 ans. Cuba réaffirme sa décision inflexible de défendre sa souveraineté et son indépendance ainsi que sa volonté de poursuivre, avec tous les membres du Mouvement des pays non alignés, la lutte pour un monde meilleur, où l'on respecterait le droit de tous les peuples à la justice et au développement.

Je termine en rappelant les paroles du commandant en chef de la révolution cubaine, le camarade Fidel Castro Ruz :

« Un monde sans faim est possible. Un monde juste est possible. Un monde nouveau, que notre espèce mérite amplement, est possible et deviendra réalité. »

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Premier Vice-Président du Conseil d'État et des Ministres de l'héroïque et solidaire République de Cuba pour la déclaration qu'il vient de faire.

M. José Ramón Machado Ventura, Premier Vice-Président du Conseil d'État et des Ministres de la République de Cuba, est escorté de la tribune.

Le Président (*parle en espagnol*) : Nous avons entendu le dernier orateur du débat général pour la présente séance.

Avant de lever la séance, je rappelle aux membres que la séance d'ouverture de la Réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement aura lieu demain dans la salle de l'Assemblée générale, de 8 h 45 à 10 heures. Immédiatement après, à 10 heures, le débat général se poursuivra dans cette salle.

La séance est levée à 13 h 55.